

le prolétaire

organe du parti communiste international

M2414 - 417 - 5F

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du " socialisme dans un seul pays " et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

- le prolétaire -
Journal bimestriel - Un exemplaire:
5FF, 30FB, 3FS, 3000LI
- programme communiste -
Revue théorique - Un exemplaire:
25FF, 140FB, 10FS, 5000LI

- Il comunista -
Journal bimestriel en italien
Un exempl.: 10FF, 40 FB, 5FS, 2000LI
- el programa comunista -
Revue théorique en espagnol
Un exempl.: 20FF, 120FB, 8FS, 400Pts

- le prolétaire -
No 417
Juillet-Août-Sept. 1992
29^e année

Le référendum de Maastricht ne concerne pas la classe ouvrière

Le gouvernement a tranché: la ratification des accords de Maastricht sera soumise au "peuple souverain" qui est appelé à se prononcer en toute liberté sur cette question vitale pour "l'avenir de la France".

Aussitôt, non seulement les partis politiques bourgeois et leurs valets réformistes, mais même une bonne partie de ceux qui se disent "révolutionnaires" se préparent à entrer en campagne électorale. Avant de dire notre mot sur cette nouvelle consultation électorale "décisive", nous demandons au lecteur de réfléchir à la raison pour laquelle la ratification passe par un référendum. Les débats au Parlement ont montré qu'existe une très large majorité de députés et de sénateurs favorables à cette ratification. Le gouvernement n'avait donc nul besoin de prendre le risque de faire échouer cette ratification parait-il si importante par une consultation électorale à un moment où sa popularité est au plus bas. Si malgré tout il a pris ce risque, c'est qu'il espère en retirer des avantages sur le plan de la politique intérieure.

En effet, aucun des grands partis bourgeois ne peut réellement faire campagne pour le NON, ni même préconiser l'abstention par rapport à une politique qui est de l'intérêt général de la bourgeoisie française et surtout de ses éléments les plus dynamiques. Seule en effet une minorité de la classe dominante (principalement les secteurs les plus traditionnels ou les plus marginaux), est réticente devant la prétendue "construction européenne": position exprimée politiquement par le Front National et une partie du RPR. La bourgeoisie est en général bien consciente que le capitalisme français n'a pas les moyens de mener une politique solitaire, comme De Gaulle l'avait peut-être rêvé autrefois, dans un monde où les rivalités deviennent plus aiguës et les dangers plus pressants.

Le référendum - comme toujours - a donc une finalité de politique interne: préparer ce que l'on appelle la recomposition du paysage politique français autour d'un axe centristes - P.S. qui laisse de côté le RPR. Que ce soit le OUI ou le NON qui l'emporte, ce premier résultat sera acquis. Le gouvernement a sans aucun doute estimé après le NON danois, que même si le NON l'emportait en France aussi, le cartel des Etats européens et son renforcement n'était pas pour autant menacé.

Ces évidences sont utiles à rappeler quand nous voyons toute une "extrême-gauche" mordre à l'hameçon et se mobiliser pour le "non à Maastricht". Ces gens-là nous expliquent - et parfois de façon correcte - que l'Europe de Maastricht est synonyme d'une intensification de l'exploitation capitaliste. Mais, volens nolens, ils tendent à acréditer l'idée proclamée par les chauvins que l'Etat national est, ou pourrait être, une protection, un renfort, contre cette exploitation capitaliste.

Si nous prenons à titre d'exemple l'appel de la LCR pour voter NON au référendum ("Rouge",

(Suite en page 2)

Le racisme est une question de classe et non un problème "culturel" ou de "civilisation" !

Dès ses premières années d'école un enfant apprend que l'humanité se divise en 5 races d'hommes, avec leurs caractéristiques physiques, culturelles, religieuses, sociales, etc., propres, réparties de façon relativement homogènes sur les 5 continents. Ce qui est souligné, c'est que chacun appartient à une race, que les hommes sont différents puisqu'ils appartiennent à des races différentes; au mieux ils ne peuvent être considérés "égaux" que d'une façon abstraite ou par rapport à une entité surnaturelle, un dieu, quelle que soit sa dénomination.

Il n'est pas douteux que dans le processus historique de formation des organisations sociales humaines - familles, tribus, races, peuples, nations, Etats politiques - le facteur race a eu son poids, comme d'un autre côté l'ont eu les facteurs naturels, climatiques, les possibilités de survie et l'organisation de la survie et de la reproduction des êtres humains.

Le matérialisme historique, le marxisme, place à la base du processus de formation des différentes organisations humaines, l'état et le développement des forces productives. Ce processus a connu et connaît des phases et des types de société divers et toujours plus complexes. Ce sont "les conditions du milieu physique et de la croissance des forces productives dont

dispose la société"(1) qui expliquent le cours historique humain, et non les caractères somatiques, la couleur de la peau, etc.: les races sont des produits de l'évolution historique et non l'inverse.

L'aspect économique de la vie humaine est l'élément fondamental qui conditionne le développement des groupes et des sociétés humaines; et par économique, nous entendons le mode de production social et de reproduction de l'espèce. Les facteurs liés au clan, à la tribu, à la "gens" (lignée), à la horde, à la race, ont eu une fonction dans les diverses organisations humaines antiques. Ces facteurs ne doivent pas être vus de façon autonome et distincte, mais en liai-

(Suite en page 5)

Les convulsions économiques du capitalisme

L'économie mondiale vit actuellement sa troisième crise ou "récession généralisée" (pour utiliser le vocabulaire des économistes pour qui le mot "crise" est tabou) depuis l'éclatement de la crise mondiale de 1974-75 qui a marqué la fin du grand cycle d'expansion capitaliste ouvert après la 2^{ème} guerre mondiale. La récession actuelle a pris naissance aux Etats-Unis, le plus grand centre d'accumulation capitaliste de la planète dont évidemment les aléas économiques ne peuvent pas ne pas retentir sur l'économie de tous les pays.

Comme en 74-75 et 80-82, ce qui était décrit tout d'abord sur le continent européen comme une "récession anglo-saxonne" car outre les E.-U. les pays frappés immédiatement étaient le Canada, l'Australie et la Grande-Bretagne, a gagné inexorablement le reste du monde: nouvelle démonstration de ce que nous avons affirmé à propos de la crise de 74-75, à savoir que "l'internationalisation" de l'économie mondiale est arrivée au point où les crises sont simultanées dans tous les pays devenant à l'inverse de ce qui se passait dans les années précédentes de véritables crises mondiales, donc beaucoup plus graves: la synchronisation des cycles économiques des différents pays en raison de leur ouverture toujours plus grande aux forces du marché mondial empêche en effet que les pays en expansion "compensent" d'une certaine façon les pays en récession en servant de "locomotive" à ceux-ci. Cette interpénétration des économies nationales, cette intégration grandissante du marché mondial dont l'expression institutionnelle peut être trouvée dans les réunions au sommet du "G7" (les 7 plus grands pays du "camp occidental") ou le poids accru des diverses organisations économiques internationales, du FMI à la Banque Mondiale en passant par le GATT, n'est cependant pas un fait irréversible.

La crise actuelle a coïncidé d'un côté avec un nouveau progrès de cette intégration avec l'effondrement du "rideau de fer" déjà bien rouillé mais qui isolait encore l'ancien camp soviétique, l'entrée de la Russie et des nouveaux Etats dans

le FMI, etc: cette unification du marché mondial est un fait que notre courant avait prévu depuis longtemps et dont il a toujours souligné l'importance décisive pour le sort de la future révolution communiste internationale et dans un premier temps pour la reprise de la lutte de classe prolétarienne, car c'est un rempart édifié par la contre-révolution qui disparaît. Mais son importance n'est pas moindre sur le plan strict de l'évolution économique: en faisant sauter les entraves politiques du champ d'action du capitalisme mondial, la disparition du prétendu camp "socialiste" lui permet de manifester avec encore plus de puissance ces contradictions internes et donc ces crises.

D'un autre côté la crise actuelle a vu l'accélération d'une tendance opposée, celle de la fragmentation du marché mondial en "blocs économique-politiques" concurrents: progrès accélérés de la construction de la "forteresse Europe", constitution d'un marché commun nord-américain (accords de libre-échange entre le Mexique, les E.U. et le Canada) et de zones économiques en Asie, Amérique Latine et ailleurs. A l'heure actuelle cette tendance n'est pas encore capable de contrecarrer la tendance à l'intégration économique mondiale mais elle est destinée à prendre de la force demain lorsque les ravages de la crise capitaliste obligeront même les Etats capitalistes les plus puissants à lutter pour leur survie économique: c'est alors que les escarmouches actuelles à propos du

(Suite en page 3)

DANS CE NUMERO :

- En marge du permis à points: Hécatombes routières et communisme
- De Maastricht ou "des travailleurs", l'Europe est un objectif bourgeois
- La Russie vend ses forces de travail
- Le militarisme nippon se reconstruit pas à pas
- "Il programma comunista" tourne le dos au développement d'un "travail de parti sérieux et articulé"
- Troupes françaises, hors du Rwanda
- A propos de Los Angeles
- Algérie: après l'assassinat de Boudiaf
- Nouvelles des luttes ouvrières dans le monde

Textes du Parti Communiste International POUR METTRE LES POINTS SUR LES I !

Cet article fut publié pour la première fois en 1952 dans "Battaglia comunista" n°11 à une époque où la domination écrasante de la contre-révolution dite stalinienne sur les masses ouvrières et le début de la "guerre froide" alimentaient des orientations politiques erronées parmi les regroupements militants révolutionnaires. Il s'inscrivait en particulier dans la lutte menée au sein du "partito comunista internazionalista" pour renouer avec les positions marxistes orthodoxes, lutte qui devait déboucher sur la rupture avec la tendance confusionniste, faussement intransigente et réellement indifférentiste; celle-ci ne trouva d'ailleurs d'autre argument que le recours aux tribunaux bourgeois pour se voir reconnaître la "propriété" des organes de presse du parti...

Les positions fausses, qui sont résumées dans l'article sous forme de "contre-thèses", sont aujourd'hui encore défendues par nombre de groupes dans l'atmosphère de débandade politique actuelle où toute une partie de la pseudo "extrême gauche" a perdu sa boussole avec l'effondrement des mythes socialistes à l'Est: "mettre les points sur les i" est donc tout sauf inutile.

CONTRE-THESES ET THESES HISTORIQUES

Contre-thèse 1

Vers le début du XIX^e siècle, la société est divisée en deux classes antagonistes: les bourgeois détenteurs des moyens de production et les prolétaires salariés.

Thèse 1

Selon Marx, il y a trois classes dans les pays pleinement industriels: capitalistes de l'industrie, du commerce et de la banque, propriétaires fonciers, là du moins où existe le libre commerce de la terre, travailleurs salariés.

Dans tous les pays, mais surtout dans ceux où l'industrie est peu développée et dans la période où la bourgeoisie n'a pas encore pris le pouvoir politique, existent encore d'autres classes à des degrés divers, telles que l'aristocratie féodale, les artisans, les paysans propriétaires. La bourgeoisie d'abord, puis le prolétariat salarié commencent à avoir un

(Suite en page 6)

Le référendum de Maastricht ne concerne pas la classe ouvrière

(Suite de la page 1)

No 1500), il s'y trouve comme premier point: "non à la mise en place d'une monnaie unique et d'une Banque centrale européenne, "Big Brother Bank" dotée de tous les pouvoirs. C'est le choix d'imposer, par le biais de la monnaie, une austérité accrue aux travailleurs". La défense d'une banque centrale nationale correspond donc au "choix" d'une austérité moindre? Serions-nous en présence d'une nouvelle "revendication transitoire", comme les trotskystes en ont le secret? Cette revendication saugrenue est à l'évidence taillée sur mesure pour répondre au sentiment nationaliste résultat des innombrables campagnes idéologiques en faveur de la "défense du franc". Tous les autres points sont de la même veine consistant à faire du traité le responsable de la "régression sociale" et de "l'extension des inégalités". Nous en ferons grâce au lecteur, à part le dernier que nous ne pouvons pas résister à citer, tant il ressemble au cri du coeur des philistins petit-bourgeois: "Non à un traité qui a été conçu dans le dos des peuples et qui bâtit une Europe où il n'y a pas de place pour la démocratie. Les technocrates, les commissions, conseils, lobbies y auront tous les pouvoirs".

Et dire qu'il y a sans doute des gens qui prennent ceux qui ont osé écrire de telles âneries pour des marxistes! Pour se mettre au goût du jour nos trotskystes ont répudié tout ce qui, dans

leur vocabulaire pouvait heurter l'électeur petit-bourgeois moyen. L'Europe "des citoyens" et "des peuples" a remplacé dans leur propagande électorale celle "des travailleurs" qui ne faisait plus recette. Les phrases sur "la démocratie" ont été substituées à celles sur "le socialisme". Et enfin ceux qui "auront" tout le pouvoir (sans doute quand "les peuples" auront perdu celui qu'ils ont encore), c'est-à-dire la classe dominante pour parler comme un certain Marx, ce n'est plus la **classe bourgeoise**, mais la bureaucratie de Bruxelles! Sans commentaires ...

Peut-être par un reste de pudeur devant l'emploi de cette écoeurante démagogie ultraréformiste, le comité central de la LCR explique aussi dans cet appel que la victoire du NON au référendum générerait la politique capitaliste européenne et même "affaiblirait le pouvoir politique des capitalistes européens".

Il est indéniable, comme nous l'avons déjà expliqué (voir "le prolétaire" no 414) que si en lui-même l'accord de Maastricht n'est en rien décisif, il s'inscrit dans une politique d'ensemble des bourgeoisies ouest-européennes pour faire face à leurs concurrents, politique qui pourra évoluer demain. Faire obstacle à cet objectif qui ne correspond qu'aux intérêts capitalistes, constituerait sans aucun doute une gêne pour les bourgeoisies européennes. Mais d'abord un NON au référendum de septembre ne constituerait qu'

une gêne limitée et temporaire. A moins d'être complètement et définitivement atteint par le crétinisme parlementaire, il est impossible de croire que la bourgeoisie détermine sa politique en fonction des résultats du cirque électoral.

Et ensuite cette gêne éventuelle ne peut en aucune manière "affaiblir le pouvoir des capitalistes européens" ni même celui des capitalistes français. En effet le pouvoir politique des capitalistes ne peut être affaibli que lorsque la classe ouvrière s'est résolument engagée dans une lutte ouverte pour ses intérêts propres, donc sur le terrain de l'affrontement des classes et pas sur le terrain truqué des urnes.

Ce que l'ex-extrême-gauche style LCR propose en fait aux travailleurs, c'est de choisir un camp bourgeois contre un autre; en leur présentant une vision fantastique d'une Europe "démocratique", "des citoyens", "des peuples", elle ne leur dessine à l'instar de tous les réformistes, qu'une vision idéalisée de l'ordre social

capitaliste, et elle les condamne à ne servir que de masse de manoeuvre aux démagogues bourgeois attachés au statu-quo.

Participer au référendum sur Maastricht, que ce soit pour voter OUI, pour voter NON ou pour voter blanc, ne peut servir que la bourgeoisie.

Au lieu de participer au référendum, la seule solution pour les prolétaires est de se préparer à entrer en lutte pour leurs véritables intérêts de classe, contre l'exploitation capitaliste - qu'elle se prétende "européenne" ou "nationale" - contre la bourgeoisie et son Etat, en solidarité avec les prolétaires de tous les pays.

- A bas l'Etat bourgeois !

- A bas le capitalisme, national et international !

- Non au nationalisme, non à l'idéologie européenne, oui à la solidarité de classe internationale du prolétariat !

- Vive la révolution communiste mondiale !

"De Maastricht" ou "des travailleurs", l'Europe est un objectif bourgeois

Après le vote négatif du Danemark aux accords de Maastricht, les prétendus "socialistes" ou "communistes", officiant d'habitude sur les ailes gauche du réformisme traditionnel, ont sauté de joie devant ce qu'ils appelaient en substance "le rejet des travailleurs danois". Pour expliquer qu'il s'agissait bien de l'expression d'un antagonisme de classe, les arguments les plus fallacieux ont été avancés. Par exemple, le fait que 60 % de l'électorat social-démocrate ait voté non, est considéré comme une preuve de la nature prolétarienne du vote. Incapables de voir et d'analyser la vie sociale et politique autrement qu'en termes de rapports électoraux, incapables d'avoir d'autres perspectives que celle de la conservation de l'Etat bourgeois, incapables donc de donner à la classe ouvrière une perspective et des initiatives de lutte qui lui soit propre, ils s'en remettent aux sociologues bourgeois, qui analysant grâce à leurs statistiques la structure sociale du vote, région par région, ville par ville, quartier par quartier, en déduisent la valeur de la nature de classe du vote!

Merci messieurs les professeurs pour toute votre science, mais le marxisme n'a que faire de vos tableaux et de vos conclusions, pour indiquer à la classe ouvrière quel doit être son chemin et qu'est-ce qui caractérise la nature de classe de tout fait social et politique.

Il y a certainement des travailleurs qui ont crû bien faire en votant non pour semer le trouble dans l'unanimité européen et pour gripper une machine qu'ils savent dirigée contre eux. Mais est-ce que l'alternative pour les prolétaires danois était de faire un choix entre l'exploitation par leur bourgeoisie bien de chez eux, plutôt que par celle plus cosmopolite de l'Europe? Dans la concurrence effrénée que se livrent les grandes puissances capitalistes de ce monde, y a-t-il une voie du salut pour les pays capitalistes dans l'isolement, et surtout pour les petits pays comme le Danemark? Il n'y a qu'un fou pour prétendre que non cartellisés les capitalistes s'en sortiraient mieux dans la tourmente ambiante!

La problématique d'adhérer ou non à l'Europe et à ses différents traités, dont celui de Maastricht, n'est pas celle des prolétaires. La classe ouvrière doit dénoncer à la fois ceux qui poussent à la cartellisation des pays de l'Europe pour faire face aux plus puissants que sont les E.U. et le Japon et ceux qui, parce que cela signifie aggravation des conditions de vie des prolétaires, poussent la classe ouvrière à l'isolement national et applaudissent donc à ce type de vote négatif, ou la poussent vers la chimère d'une Europe "libre et démocratique", "sociale et des travailleurs", etc.

C'est le propre du réformisme que de courrir derrière les initiatives de la bourgeoisie pour les revêtir d'oripeaux "démocratiques", "sociaux", etc. C'est aussi sa caractéristique que d'empêcher la classe ouvrière de mettre en avant ses propres initiatives en suivant une direction diamétralement opposée et en toute indépendance des projets politiques et économiques de la bourgeoisie. Pour éviter que la classe ouvrière ne mette en avant sa propre perspective de classe, le réformisme l'enferme systématiquement dans un choix d'alternative, dont les deux termes sont strictement bourgeois, mais qui sont mis artificiellement en opposition.

Beaucoup de prolétaires danois ont certainement été voter pour le non, mais cela signifie-t-il qu'ils ont trouvé là le bon moyen de s'exprimer en tant que classe? Cela signifie-t-il que la défense des prolétaires passe par un refus référendaire? Non, les communistes disent aux prolétaires danois qu'en optant par le bulletin de vote pour la mise à l'écart du Danemark de l'Europe, ils n'ont pas fait avancer d'un pouce la défense de leurs intérêts. Ils n'ont fait que choisir entre le bourgeois de Copenhague et le bourgeois de Bruxelles. Ils ne s'en tireront pas plus facilement avec l'un qu'avec l'autre, à moins que se faire tondre par leur cousin national plutôt que par les bureaucrates de Bruxelles ne soit à leurs yeux un supplice plus supportable!

Les prolétaires de tous les pays doivent opposer leur internationalisme de classe et leurs propres perspectives révolutionnaires à tous ces discours mystificateurs sur l'"Europe des travailleurs", "des peuples", "des libertés" et "de la démocratie". Contre les attaques redoublées du capitalisme, national ou européenisé, ils ne doivent chercher leur défense que dans leur lutte et dans l'extension de leurs luttes. De ce point de vue, l'uniformisation des règlements de travail, négative pour les prolétaires puisqu'elle implique un nivellement par le bas des conditions de travail, représente aussi pour eux la chance d'avoir un ennemi et une cible de plus en plus unique. Donc elle représente potentiellement, mais en théorie aujourd'hui, de plus grandes possibilités de lier les luttes par dessus les frontières.

La classe ouvrière n'a pas à réformer son Etat national bourgeois, elle n'a pas non plus à se donner comme objectif de "démocratiser" et "socialiser" le cartel des pays bourgeois européens.

Elle ne retrouvera son chemin de classe que lorsqu'elle cessera de toujours se déterminer sur les alternatives bourgeoises et qu'elle exercera sa force pour des objectifs qui lui son propres.

En marge du permis à points Hécatombes routières et communisme

En instaurant le fameux "permis à points" les Pouvoirs Publics veulent non pas faire disparaître, mais au moins réduire l'affreuse hécatombe provoquée partout dans le monde par le système des transports routiers. Mais ce remède ressemble au fameux emplâtre sur une jambe de bois car il ne s'attaque pas à la racine du mal: et comment serait-ce possible quand cette racine est à rechercher nulle part ailleurs que dans l'organisation capitaliste de la société?

Les arguments officiels sont qu'il faut augmenter les mesures répressives afin de contraindre les conducteurs à respecter le code de la route, et en particulier à rouler plus lentement. Le nouveau permis est "pédagogique" explique le ministre et il a pour but de changer la mentalité des conducteurs en les obligeant à gérer avec prudence leur capital de points. En d'autres termes, le problème de la sécurité routière est un problème individuel, un problème de "psychologie", de "mentalité", à réformer ou à éduquer selon les uns par la prévention, selon les autres par la peur des punitions.

Nous soutenons à l'inverse qu'il s'agit d'un problème social, typique de l'époque capitaliste où les besoins et les intérêts de l'être humain sont toujours modelés par les intérêts économiques et passent en définitive toujours après les besoins de la production marchande et de la valorisation du capital.

La tendance psychologique "individuelle" à vouloir aller toujours plus vite, à prendre des risques, n'est que le reflet de la pression spontanée du capital pour raccourcir toujours plus son temps de rotation: "Le temps c'est de l'argent" affirme un dicton bourgeois. Cela se traduit de façon très concrète pour les chauffeurs routiers par des primes ou au moins par la pression de l'encadrement pour aller le plus vite possible, de la même façon que dans n'importe quelle entreprise. Et le travailleur lui-même a tout intérêt à réduire sa journée de travail y compris en réduisant si c'est possible les temps de déplacement. Le culte de la vitesse est une manifestation typique de la vie sociale capitaliste.

Les critiques démocratiques du capitalisme, même si elles n'arrivent pas à mettre à nu les ressorts du mécanisme psychologique individuel, sont capables de mettre en évidence l'incohérence du système des transports de la société moderne. Elles établissent de façon incontestable qu'il serait préférable et plus économique pour la société de mettre en place et de donner la priorité à des systèmes de transport collectif plutôt qu'individuels: les trains consomment moins d'énergie, sont moins polluants que la quantité d'automobiles ou de camions nécessaires au déplacement du même nombre de personnes ou de la même quantité de marchandises; et le même raisonnement vaut pour les transports fluviaux, etc. Les dirigeants de l'Etat bourgeois eux-mêmes en sont conscients et c'est pourquoi périodiquement ils parlent de "relancer" ces modes de transport; et d'ailleurs dans les grandes agglomérations, les systèmes de transport collectifs prennent une place irremplaçable.

Mais donner la priorité aux transports collectifs à l'échelle générale, ce serait porter un coup mortel aux puissants intérêts de l'industrie automobile, branche essentielle de l'économie de tous les pays si l'on songe qu'en plus de son poids propre, elle est un puissant et quasi irremplaçable facteur d'entraînement des industries métallurgiques et sidérurgiques, chimiques, du BTP (construction et entretien des voies de communication) ... sans parler de sa contribution aux ressources de l'Etat sous forme de taxes diverses. Tous les vertueux raisonnements sur l'intérêt "général" de la société bourgeoise s'évanouissent devant les exigences de ces intérêts particuliers très concrets et tout-puissants. Aucun Etat

ne s'y opposera: tous feront leur possible pour favoriser le développement de cette branche d'activité (l'exemple le plus achevé étant celui des Etats-Unis où l'automobile a pratiquement éliminé dans certaines métropoles les transports en communs et relégués les chemins de fer à un rôle subalterne), en se contentant de limiter ses conséquences les plus néfastes. C'est pour la même raison que nos champions de la sécurité routière ne songent pas par exemple à imposer aux constructeurs telle ou telle mesure comme le bridage des moteurs, etc.

Mais si elles peuvent dénoncer certaines incohérences du système, les critiques démocratiques petites-bourgeoises ne peuvent critiquer l'incohérence fondamentale qui est celle de la société du capital. Cette incohérence ne tient pas seulement à ce que les intérêts privés de telle ou telle entreprise, telle ou telle branche de l'économie prennent le pas sur l'intérêt général d'une utopique société capitaliste rationnelle. Elle tient fondamentalement à ce que toute la société est bâtie sur la loi de la valeur, sur la loi du profit et que tout doit être fait pour faciliter et accélérer la circulation des marchandises produites dans une myriade d'entreprises. Ce ne sont pas des lois naturelles mais les lois du capital qui jettent des millions de salariés dans un mouvement pendulaire quotidien, de leurs cages à lapins où ils s'entassent à leurs lieux de travail où ils s'épuisent; ce sont les nécessités du capital qui font circuler selon des "flux tendus" et "juste à temps" matières premières, produits intermédiaires, marchandises et travailleurs d'un centre de production à un autre centre, d'un pays à l'autre, d'une entreprise à une autre puis jusqu'aux centres de distributions innombrables. Que s'arrête à un moment donné cet infernal mouvement, et c'est tout le monstre capital qui bien vite est menacé d'asphyxie!

Il est d'autre part inévitable que ce mouvement perpétuel lui-même soit organisé à la façon capitaliste, c'est-à-dire pour rapporter un taux de profit substantiel aux entreprises qui s'en occupent, quel que soit le prix humain du gâchis qui en résulte si ce prix n'entre pas dans les comptes de ces entreprises: le capitalisme est, selon Marx, le mode de production le plus dispendieux en vies humaines.

Le communisme, lui, changera radicalement les données du problème en réorganisant toute l'économie selon les besoins de l'espèce humaine. Elle fera disparaître d'un coup toute une partie des déplacements frénétiques imposés aujourd'hui par le capitalisme et en particulier le déplacement à date fixe de millions de vacanciers sur un réseau de voies de communications aussitôt engorgées. La production à l'aveugle pour le marché laissera la place à une production consciente selon un plan unique mondial; la population se répartira de façon harmonieuse sur tout le territoire, au fur et à mesure que disparaîtra l'antagonisme entre villes et campagne, avec la disparition graduelle des malsaines concentrations de population dans les grandes et moins grandes villes.

Lors d'une Réunion Générale de notre parti, nous avons tracé les grands traits du programme révolutionnaire immédiat, parmi lesquels nous avons énoncé les revendications suivantes: a) désin-

(Suite en page 3)

Le militarisme nippon se reconstruit pas après pas

A coup de discours sur le "désarmement" des deux Grands, à coup de publicité sur le dynamitage des missiles nucléaires (obsoletés d'ailleurs) et sur les embrassades Reagan-Gorbatchev, Bush-Gorbachev puis Bush-Eltsine, grâce aussi à la complicité active de ceux qui se situent à "gauche de la gauche" et enfourchent la monture bâtarde du pacifisme, la bourgeoisie peut faire croire que son ordre international est sur le chemin de la paix, de la "tolérance entre les peuples", de la "compréhension et de la solidarité entre les nations".

Les interventions militaires de l'impérialisme qui se sont multipliées ces dix dernières années sont portées sur le compte de la "pacification" du monde et présentées comme la punition des mauvais élèves de la démocratie.

Derrière toutes ses fausses justifications, se cache le besoin toujours plus impétueux du capitalisme d'imposer et maintenir l'ordre des plus puissants; se cache la nécessité de redistribuer les chasses gardées, les marchés, les zones d'influence; se cache l'état apoplectique du capitalisme mondial soumis à des poussées de fièvre de plus en plus incontrôlables.

Aujourd'hui le capitalisme est entré dans une phase d'avant-guerre. C'est pourquoi le réarmement du Japon inquiète ses concurrents les plus directs, comme les petites et grandes nations qui ont déjà goûté du sabre japonais. Comment éviter que le Japon, après avoir imposé sa loi financière, commerciale et industrielle au reste du monde, se cantonne sur le plan militaire à jouer du porte-monnaie pour le compte des Etats-Unis?

La crainte de l'impérialisme "occidental" est simple: la puissance industrielle et l'avance technologique du Japon peut mettre rapidement au rancart la technique militaire américaine et européenne; de même que sa position géographique en fait le gendarme naturel du Pacifique et de l'Asie orientale.

Fort de sa première place au classement des surdoués du capitalisme, le Japon n'a aucune peine à passer la deuxième vitesse, celle de l'influence militaire.

En juin, le parlement japonais a autorisé l'Etat

à envoyer des militaires hors des frontières du pays. Les Philippines, la Corée du Sud comme du Nord, Taiwan, la Chine ont réagi négativement à cette nouvelle loi. Le "Strait Times", journal de Singapour, écrivait que "Les asiatiques ne font pas confiance au Japon. Cela résulte de l'incapacité du Japon à faire face aux destructions qu'il a causées pendant la guerre".

La nouvelle loi a été décidée pour permettre au Japon de participer à l'UNTAC, c'est-à-dire à l'envoi de troupes de casques bleus de l'ONU au Cambodge. Il se propose d'envoyer 1000 militaires du génie, du sanitaire et des télécommunications.

Quelque soient les limites que donne aujourd'hui la loi dite PKO, le Japon, comme l'Allemagne d'ailleurs le fait aussi, fait ses premiers pas comme puissance militaire impérialiste active. Ses ambitions ne s'arrêteront certainement pas à travailler sous l'aile bleue de l'ONU!

Les prolétaires du Japon retrouvent là un nouveau terrain de lutte contre son Etat qui ne doit pas les laisser indifférents. Mais pour que leurs réactions au militarisme grandissant de leur Etat soient utiles au renforcement de leur force de classe, il faut qu'elles déjouent les pièges du pacifisme fortement enraciné au Japon. Les mêmes pacifistes japonais qui agitent les images atroces d'Hiroshima et Nagasaki, ont contribué au réarmement économique du Japon. Ils s'effrayent aujourd'hui de ce qu'ils ont objectivement enfanté. Mais ces pacifistes-là ne représentent pas les intérêts des prolétaires, ils représentent ceux d'un capitalisme détruit par la guerre et qui a eu besoin de leurs services pour ressouder la nation dans l'effort de reconstruction et reconquête économique nationale. Leur rôle aura été justement de faire croire que ce qui allait se reconstruire ne pourrait plus engendrer la violence et la guerre.

Aujourd'hui "l'air du temps" est à la reconquête militaire, et il n'y a que la classe ouvrière qui puisse stopper le militarisme bourgeois grandissant, par sa lutte, par son organisation, par sa constitution en parti mondial et centralisé et par sa lutte pour la révolution communiste et pour la dictature du prolétariat.

LA RUSSIE VEND SES FORCES DE TRAVAIL

Dans un numéro précédent du journal (1), sous le titre "L'URSS nouvelle négrière", nous évoquions la volonté de la bourgeoisie russe de se débarrasser de millions de travailleurs d'URSS grâce à un mouvement émigratoire vers les pays occidentaux riches. L'émigration est en effet une puissante source de revenu, et les ministres de l'URSS d'alors, épouvantés par les conséquences de la libéralisation sur l'emploi et par les risques sociaux qu'elle faisait peser, y voyait une solution miracle pour résoudre à la fois le manque de devises et le chômage.

Le capitalisme a en effet besoin de cette armée de réserve pour faire pression sur les salaires, pour exercer le chantage à l'emploi sur les travailleurs actifs et leur imposer ainsi des rythmes de travail plus effrénés, cela est valable à l'Ouest comme cela est valable à l'Est, même au temps où le soit-disant "socialisme" y régnait. La seule différence résidait dans ce que les politiques bourgeois appellent désormais le "traitement social du chômage". A l'Est le chômage était masqué par une distribution du travail, se soldant par une sous-occupation des travailleurs dans les entreprises et des salaires extrêmement bas.

Depuis 1990, les structures politiques ont bien changé à l'Est, l'URSS s'est fragmentée en une miriade d'Etats, où la Russie joue comme avant son rôle de seigneur d'Asie. Mais ce qui n'a pas changé ce sont les déterminations capitalistes et la soif de capital pour un capitalisme desséché, qui n'a fait que de changer de masque, passant de celui du "socialisme" à celui du "libéralisme". Le besoin de capitaux ne fait que s'accroître avec les années qui s'écoulent; le spectre de troubles sociaux et nationalistes ne fait que redoubler; la solution de l'émigration devient donc toujours plus urgente pour redonner un peu de souffle au capitalisme russe.

L'Etat russe avance donc sur ce terrain en modifiant sa législation afin de rendre plus facile l'émigration de Russie. Le chômage officiel (mais combien en réalité ?) sera de 4 millions de personnes d'ici la fin de l'année, pour une population active de 86 millions de personnes.

Ivan Khalevinsky, vice-ministre du Travail russe a indiqué dans une récente conférence de presse qu'une nouvelle loi sur l'émigration prendra effet en janvier 1993, une nouvelle structure administrative chargée du contrôle de l'émigration sera créée prochainement au Ministère du Travail. En tout cas les "marchés d'exportation" de la force de travail ont déjà été répertoriés par les bureaucrates russes. D'après le vice-ministre:

"les pays occidentaux auront besoin essentiellement d'une main-d'oeuvre peu qualifiée dans le contexte de leur démographie vieillissante, tandis que les pays comme ceux du Golfe, la Corée du Sud et l'Amérique Latine auront besoin d'ingénieurs et de techniciens qualifiés". Il a ensuite expliqué que des négociations avaient déjà eu lieu avec les pays du Golfe pour la reconversion du personnel de l'industrie militaire de Russie.

Mais la concurrence sera forte, beaucoup de pays sortant du prétendu "socialisme", suivent la même voie. L'Albanie par exemple, ne cesse de faire des appels au pied aux pays riches d'Europe pour exporter sa main-d'oeuvre.

Mais malheureusement pour les négriers russes, "Le chômage en Occident est un point négatif pour notre émigration"! La crise capitaliste est générale, les bourgeois de Russie ne doivent pas s'attendre à des miracles. Des dollars américains et une forte émigration vers l'Europe, tel doit être le rêve des nouveaux maîtres du Kremlin!

Les prolétaires d'Occident qui verront arriver sur le marché du travail ces nouveaux immigrants devront saisir cette occasion pour renforcer leur unité, pour créer des liens solides entre les nationalités qui les divisent, et montrer à la bourgeoisie d'Occident qu'elle ne doit pas compter sur un affaiblissement de la classe ouvrière à cause des divisions nationales, mais qu'elle a en face d'elle une classe ennemie qui ne tombe pas dans son piège et s'affirme comme classe internationale et solidaire. Les prolétaires d'Ouest et d'Est ont été séparés pendant des décennies et ne connaissent leur sort respectif qu'au travers des déformations et des mensonges de tous les appareils du "national-communisme" ou de toute la propagande démocratique diffusée par tous les canaux possibles, et en particulier par ceux qui, des années durant, se sont fait les porte-paroles des "droits de l'homme" et se retrouvent aujourd'hui à des postes de notables au service des intérêts capitalistes de leur Etat.

Les prolétaires de l'Ouest doivent comprendre qu'il n'y a jamais eu un once de socialisme à l'Est, et ceux de l'Est doivent comprendre que la société démocratique de l'Ouest n'est pas le paradis de la liberté, mais l'enfer du combat quotidien pour survivre dans un monde qui exploite et opprime.

(1) "le prolétaire" no 407 de juillet-août-sept. 1990

Les convulsions économiques du capitalisme

(Suite de la page 1)

commerce mondial (négociations pour un accord du GATT) se transformeront en une guerre économique féroce, prélude à une guerre véritable entre gigantesques blocs d'Etats capitalistes.

En dépit de ce qu'écrivent, non sans une certaine touche d'hypocrisie, certains courants politiques sur "l'effondrement du capitalisme", le "chaos", la "décomposition", etc., nous n'en sommes pas là. Nous n'en sommes pas encore à la grande crise catastrophique comparable - et sans doute plus grave encore en raison des progrès gigantesques de l'accumulation capitaliste, c'est-à-dire aussi de l'accumulation de contradictions potentiellement explosives - à celle des années trente.

Il n'en reste pas moins qu'il ne faudrait pas sous-estimer la gravité de la crise actuelle et l'importance de ses effets déstabilisateurs à court et moyen terme sur la tenue du système capitaliste mondial. La crise économique de 1974-75 avait été suivie d'une reprise assez vigoureuse grâce à la généralisation de l'économie de crédit en particulier en direction des pays dits "en développement"; des pays comme le Mexique ou le Brésil, la Pologne ou le Nigéria en avaient profité pour connaître des croissances records. Ces pays et de façon générale l'Améri-

que latine et l'Afrique furent durement frappés par la crise de 1980-82, qui mit aussi en grave péril le système financier mondial. Ces régions entrèrent dans une période de marasme économique dont elles ne sont pas véritablement sorties: les économistes parlent pour ces pays de la "décennie perdue". Les grands pays capitalistes connurent une reprise économique parfois vive, notamment en s'attaquant beaucoup plus fortement à la classe ouvrière et à tous les mécanismes d'amortissement social ("Etat-providence") ainsi qu'aux mécanismes de régulation économique instaurés dans les années soixante par l'Etat.

A la suite des Etats-Unis, dans tous les pays l'Etat se retira des entreprises faiblement rentables dans lesquelles il s'était investi ou qu'il avait créé à l'époque de la prospérité et se lança dans une politique de "dérégulation", de façon à restaurer le **taux de profit moyen** de l'économie. C'est dans cette période que la classe ouvrière des pays capitalistes les plus riches perdit une partie de ses gains concédés par la bourgeoisie, alors que dans les pays les plus pauvres l'attaque était beaucoup plus directe et brutale.

Sur le plan politique cette offensive anti-ouvrière a eu des conséquences non négligeables en minant les bases de la paix sociale:

(Suite en page 4)

LISEZ, DIFFUSEZ, SOUTENEZ
LA PRESSE INTERNATIONALE DU
PARTI !

"LE PROLETAIRE"
"PROGRAMME COMMUNISTE"
"IL COMUNISTA"
"EL PROGRAMA COMUNISTA"

A NOS LECTEURS

Au moment où tous les appareils de propagande bourgeois clament que le marxisme est mort et que la démocratie capitaliste est la forme idéale et indépassable de l'organisation sociale humaine, faire entendre la voix du communisme est une nécessité vitale. Malheureusement la faiblesse de nos moyens financiers nous contraint pratiquement à ne publier notre revue française (PROGRAMME COMMUNISTE) et notre revue espagnole (EL PROGRAMA COMUNISTA) qu'avec une périodicité réduite. La publication de nouvelles brochures prévues en italien et en français est par force différée.

Nos lecteurs et tous ceux qui sympathisent avec notre action peuvent nous aider en contribuant à la diffusion de notre presse, en versant à notre souscription permanente, en s'abonnant, en participant enfin d'une façon ou d'une autre à notre travail, en correspondant avec nous.

SOUTENEZ LA PRESSE DU PARTI !
ABONNEZ-VOUS, SOUSCRIVEZ !

SOUSCRIPTION PERMANENTE 3 ème et 4 ème listes 1992 :

Roger: 175,- ; Ren.: 1000,- ; Paris: 500,- ;
A.B.: 93,- ; Bouches-du-Rhône: 50,- ; Lec-
teurs: 93,- ; CHARENTES: 50,-
TOTAL : 2218,-
TOTAL GENERAL : 7553,-

Hécatombes routières et communisme

(Suite de la page 2)

vestissement des capitaux", b) "élévation des coûts de production", c) "réduction draconienne de la journée de travail", d) "réduction de la production" par la suppression de la production des biens nuisibles ou inutiles et "contrôle autoritaire de la production" dans le même esprit, e) "abolition des limites de l'entreprise", f) "abolition des assurances", g) arrêt des constructions et de l'accroissement des villes, réduction de l'engorgement, de la rapidité et du volume de la circulation en interdisant celle qui est inutile, h) "lutte contre la spécialisation professionnelle", i) soumission à l'Etat communiste de l'école, les médias, les réseaux de spectacles, etc. (cf. réunion générale de Forlì, 28/12/52)

La lecture de ces mesures que nous n'avons pas ici la place d'expliquer et qui ne pourront réellement entrer en action qu'à une échelle internationale, montre que la société s'oriente de façon radicalement différente de la société bourgeoise; ce changement d'orientation suffit à lui seul à faire disparaître de façon très rapide une partie des maux qui affligent la vie sociale sous le capitalisme parmi lesquels la manie pathologique de consommer des gadgets, des marchandises dangereuses ou anti-sociales - y compris la voiture dernier cri. Les déplacements nécessaires des biens et des personnes pourront être organisés de façon consciente et planifiée; ils seront définitivement affranchis de la loi de la valeur et de la tyrannie de la course au profit, cause véritable du mépris de la vie humaine que l'on constate aujourd'hui.

L'holocauste quotidien causé par les transports pourra trouver une place de choix dans le musée des horreurs du capitalisme, lorsque la révolution communiste mondiale aura triomphé et que la classe ouvrière internationale aura instauré sa dictature.

Les convulsions économiques du capitalisme

(Suite de la page 3)

encore indirectement dans les métropoles capitalistes par l'affaiblissement irréversible de la puissance des organisations réformistes de collaboration entre les classes; beaucoup plus directement dans les pays plus pauvres qui ont connus de véritables explosions sociales et d'innombrables "émeutes du FMI".

Sans dévaluer ces phénomènes, et en comprenant au contraire qu'ils signent la route longue et difficile vers le retour au premier plan de la lutte de la classe ouvrière, il reste que la reprise du mouvement révolutionnaire de classe n'a pu avoir lieu.

Avant d'en venir à un examen un peu détaillé de divers indices économiques à notre disposition, nous pouvons déjà dégager quelques effets importants de la crise 1990-92. Ouverte par une nouvelle guerre du pétrole qui n'a pu que semer de nouveaux facteurs d'instabilité au Moyen-Orient, accompagnée par la disparition du talon de fer qui garantissait le statu quo politique et social en Europe de l'Est, elle s'achève à la lueur des flammes des émeutes au cœur même des Etats-Unis. C'est dire que la crise actuelle a accumulé des charges explosives - y compris à l'intérieur ou à proximité immédiates des métropoles impérialistes. Toute l'Europe de l'Est est plongée dans une crise brutale, comparable à celle de l'Amérique latine, mais qui a des conséquences politiques incomparablement plus fortes: affrontements et guerres civiles se développent sur le terrain de la ruine économique. Les pays exportateurs de pétrole, de l'Algérie au Venezuela, sont fortement ébranlés, les pays sud-asiatiques sont touchés alors que le Japon trébuche; l'Afrique et même l'Amérique latine qui semblait sur le point de renouer avec la croissance, s'enfoncent à nouveau dans la crise économique avec tous ses effets déstabilisateurs.

Le cours économique du capitalisme sapé inexorablement tous les facteurs de stabilité sociale, créant les conditions nécessaires et appelant objectivement la reprise à grande échelle de la lutte de classe: seule l'entrée en lutte de la classe ouvrière mondiale pourra créer une alternative au cycle infernal des crises et de la misère par lequel le capitalisme tente de repousser ses contradictions et qui ne peut déboucher, en l'absence de révolution communiste internationale, que sur une troisième guerre mondiale, à l'issue d'une série de conflits.

L'OCDE vient de publier ses statistiques; comme à l'accoutumée, cet organisme est optimiste et annonce la fin de la crise et l'accélération de la reprise; il a dû cependant réviser en baisse ses prédictions, tout en continuant à affirmer avec aplomb que "l'économie de la zone OCDE dans son ensemble a évité la récession". L'OCDE donne en effet les chiffres suivants pour le PIB (Produit intérieur brut) de l'ensemble des pays industrialisés de l'ancien camp occidental plus la Turquie: 1989: +3,3%, 1990: +2,5%; 1991: +1,0% (et prévision pour 1992: +1,8%).

Mais si l'on examine la série des indices depuis 20 ans, on constate que selon l'OCDE, la zone dans son ensemble n'a jamais connue de récession! En effet, le volume du PIB global de la zone a cru chaque année; la crise de 1974-75 est seulement marquée par deux plus faibles indices d'accroissement: +0,7% et +0,1%; celle de 1980-82 par les trois indices suivants: +1,2%; +1,6%; +0,1%.

En consultant maintenant les chiffres pour les grands pays nous avons:

Variation du PIB en %

Pays	1988	1989	1990	1991
Etats-Unis	3,9	2,5	1,0	-0,7
Japon	6,2	4,8	5,2	4,5
Allemagne	3,7	3,8	4,5	3,1
France	4,5	4,1	2,2	1,3
Italie	4,1	2,9	2,2	1,4
Royaume-Uni	4,3	2,3	1,0	-2,2
Canada	4,7	2,5	0,5	-1,5

Ces chiffres indiquent une récession (décroissance du PIB) en 1991 uniquement pour les E.-U., le Royaume-Uni et le Canada.

Les chiffres de la production industrielle sont plus significatifs:

Production Industrielle

	1989	1990	1991
Etats-Unis	2,6	1,0	-1,9
Japon	6,2	4,6	2,1
Allemagne	4,8	5,2	3,0
France	4,1	1,8	0,2
Italie	3,1	0,0	-1,9
Royaume-Uni	4,3	-0,5	-4,4
Canada	-0,1	-0,3	-4,0

Ils indiquent une récession modérée pour les E.-U. beaucoup plus forte pour le Royaume-Uni et le Canada (dans ce cas la crise a commencé avant, soit dès le moment de l'ouverture des frontières avec le géant américain), une stagnation pour la France et un ralentissement à peine marqué pour le Japon et l'Allemagne. Dans le cas de cette dernière le phagocytage de l'économie est-allemande explique les indices de 1990 et 1991: un nouveau marché s'est ouvert d'un coup à l'industrie ouest-allemande. Pour ce qui est du Japon, nous avons à faire à un décalage dans la récession; ce n'est en effet que depuis les premiers mois de 1992 que l'activité industrielle recule, et fortement (l'OCDE elle-même prévoit un recul de la production industrielle pour 1992: -3,9%).

Si nous examinons les statistiques fournies par "The Economist" de la production industrielle nous avons, début juin, les variations suivantes sur les 3 derniers mois et sur un an:

Variation de la production industrielle en %

Pays	sur 3 mois	sur un an
Etats-Unis	+1,1	+2,6
Japon	-12,0	-5,5
Allemagne	+10,2	-1,1
France	+0,6	+2,5
Italie	+4,5	-0,5
Royaume-Uni	-3,7	-2,2
Canada	-1,9	+1,3

Ces chiffres semblent indiquer que le Japon entre dans la crise alors que les autres pays, à part le R.-U. et le Canada en sortent. Le gouvernement japonais prévoit toujours une croissance pour 1992, mais ses prévisions sont de plus en plus mises en doute. Les profits des secteurs clefs de l'économie japonaise ont chuté dès 1991, indice clair de la récession; dans l'électronique la baisse des profits est en moyenne de 40 à 60% (Fujitsu: -65,3%). Les profits des constructeurs automobiles ont également reculé (Nissan: -47%, Mazda: -61%, Daihatsu: -65%, Suzuki: -27%, etc). Les entreprises sidérurgiques ont également vu baisser leurs profits (Nippon Steel, la plus grande entreprise sidérurgique mondiale: -37,7%; Kawasaki Steel: -46,5%; NKK: -25,5%; Sumitomo: -45%; etc). La chute de la bourse japonaise a accompagné ces baisses de profits et elle accentue les difficultés économiques en privant les grandes entreprises d'une source de financement facile et bon marché.

Aux Etats-Unis, l'année 1991 a été une année noire pour les profits. Les 900 plus grandes entreprises américaines ont vu chuter leurs profits de 19% au cours de l'année (et cette chute s'est accélérée au dernier trimestre: -27%). Les profits ont laissé place à des pertes dans l'automobile, la sidérurgie, l'électronique, etc.

Cette évolution laisse planer un doute sur la réalité de la reprise tant claironnée outre-atlantique. Et en fait les économistes ne parlent plus que d'une reprise lente tandis que les discours de Bush sur la reprise ne rencontrent qu'un scepticisme croissant.

Un autre fait est que le chômage continue à augmenter aux Etats-Unis, ainsi que dans les autres pays en "reprise économique", comme la France.

L'OCDE indique une nouvelle augmentation du chômage dans la zone en 1991 et elle prévoit que, en dépit de la reprise annoncée, le chômage continuera à croître:

Taux de chômage et prévision (1992)

	1989	1990	1991	1992
OCDE	6,4	6,2	7,1	7,5
Etats-Unis	5,3	5,5	6,7	7,1
Japon	2,3	2,1	2,1	2,2
Allemagne	5,6	4,9	4,3	4,7
France	9,4	8,9	9,4	9,8
Italie	12,1	11,1	11,0	11,2
Royaume-Uni	6,2	5,9	8,3	9,8
Canada	7,5	8,1	10,3	10,4

En transcrivant ces chiffres de l'OCDE nous rappelons que les bourgeois dans tous les pays rivalisent pour sous-estimer l'ampleur du chômage: mais le plus important est la tendance générale qu'ils révèlent. Et les prévisions de l'OCDE, inhabituellement pessimistes, se révèlent déjà dépassées au milieu de l'année: fin mai le taux de chômage américain avait déjà atteint 7,5%, celui du Canada les 11,2%, le taux de chômage français avait dépassé les 10%, etc. Même si la reprise économique se confirme cette année, la classe ouvrière non seulement n'en profiterait pas, mais elle en ferait même les frais! Ce développement prévu du chômage est en fait la preuve que l'expansion économique n'est pas encore au rendez-vous.

Aux Etats-Unis la récession a été moins prononcée qu'en 80-82; mais elle semble se révéler plus durable. Ce trait se vérifie aussi pour l'instant dans les autres grands pays, y compris au R.-U. où la chute de la production industrielle est moitié moins forte et le recul du PNB un tiers moins prononcé qu'en 80-82.

Mais là où la crise est nettement plus prononcée, c'est en Europe de l'Est (et en Finlande), où les modifications politiques ont fortement amplifié la récession économique, ne serait-ce que par la rupture hâtive et qui s'est révélée catastrophique des liens économiques du COMECON (CAEM). Voici ci-dessous les chiffres et estimations de l'OCDE:

Variations de la production

	1988	1989	1990	1991
Bulgarie	2,4	-0,4	-9,1	-17,0
Tchécoslovaquie	2,3	1,0	-0,4	-1,0
Hongrie	0,0	-0,2	-3,3	-1,0
Pologne	4,7	0,0	-11,6	-9,0
Roumanie	-2,0	-4,0	-7,4	-14,0
ex-URSS	4,4	2,4	-4,0	-17,0

(Source: "Perspectives Economique de l'OCDE", no 51, juin 1992)

Les creux miracles des bons docteurs occidentaux qui se sont précipités au chevet de ces pays ont donc coïncidé avec un approfondissement de la crise économique: fruits amers de la démocratie que la classe ouvrière ne manquera pas d'apprécier. La soudaine conversion au libéralisme de ces pays s'explique en fait par l'impossibilité constatée à porter à bout de bras des pans entiers de leur économie devenus non rentables; mais faire de façon improvisée la part du feu aboutit parfois à raviver l'incendie que l'on voudrait contenir: la profondeur de la crise est telle qu'elle ébranle toute l'économie et même la stabilité politico-sociale de la région...

Notons encore que les chiffres de l'OCDE ne sont pas incontestables. Pour ce qui est de l'ex-URSS, le Goskomstat en donne d'autres. Nous avons par exemple pour la seule Russie en 1991 une baisse de la production agricole de -5%, des investissements de -11% ("Ekonomitcheskoya Gazeta", no 4, 1992); en Tchécoslovaquie l'ONU chiffre à -23,1% le recul de la production industrielle.

Pour l'Amérique latine, la CEPAL donne les chiffres suivants:

Produit Intérieur Brut (%)

	1987	1988	1989	1990	1991
AM-lat. +					
Caraïbes	3,0	1,1	1,3	0,3	3,0
Mexique	1,8	1,4	3,1	3,9	4,0
Pérou	8,0	-8,4	-11,4	-4,9	2,0
Vénézuéla	3,8	5,9	-7,8	5,8	8,5
Argentine	2,1	-2,8	-4,6	-0,2	4,5
Brazil	3,4	0,1	3,2	-3,8	1,0

(Source: "Balance preliminar de la Economia de A.-L. y del Caribe 1991", ONU, déc. 1991)

La banque mondiale estime dans un rapport du mois d'avril que le revenu réel par habitant des "pays en développement" a, pour la première fois depuis la dernière guerre mondiale, reculé pendant deux années consécutives: - 0,2 % en 1990 et en 1991.

PVD : évolution du revenu réel

	1990	1991
Afrique Noire	-2,0	-1,0
Proche-Orient +		
Afrique du Nord	-1,9	-4,6
Amérique latine	-1,7	+0,6
Asie du Sud-Est	+4,6	+5,6

(Source: Banque Mondiale)

La récession provoque inévitablement un ralentissement du commerce mondial; en valeur nous avons pour le commerce mondial:

	1990	1991
Exportations	+8,5	+5,5
Importations	+4,5	-2,5

Par grandes régions économiques:

Evolution du commerce mondial (%)

	1990	1991
Amérique Nord	+8,5 / +4,5	+5,5 / -2,5
Europe Ouest	+19,5 / +20	-1,5 / +0,5
Europe Est	-8,0 / +1,0	-20,0 / -25,0
Japon	+5,0 / +12,0	+9,5 / +0,5
Chine	+18,0 / -10,0	+16,0 / +19,5
Proche-Orient	+22,0 / +11,5	-9,5 / +16,5
Amérique latine	+8,5 / +12,5	-3,5 / +12
Afrique	+14 / +12,5	-3,6 / -1

(Source GATT, mars 1992)

Ce ralentissement du commerce mondial est à l'origine de l'aggravation des tensions commerciales entre les pays (voir le cas des rivalités sur les produits agricoles entre l'Europe et les E.-U.), des difficultés persistantes dans les négociations du GATT pour libéraliser le marché mondial et enfin du renforcement de la tendance à la constitution de blocs économiques dont nous avons parlé au début de cet article. La baisse récente du dollar est un des éléments de cette guerre économique qui ne peut que se renforcer.

Dans cette guerre économique la bourgeoisie développe tous ses efforts pour enrôler la classe ouvrière, l'exhortant à se serrer la ceinture au nom de la défense de l'économie nationale (ou de l'Europe); mais les faits quotidiens peuvent suffire à démontrer que cette guerre est aussi et d'abord une guerre entre les classes, une guerre que la bourgeoisie mène sans désespérer contre la classe ouvrière dans tous les pays. La rupture de la paix sociale, la rupture de l'alliance implicite avec la bourgeoisie et son Etat, condition de la reprise de la lutte de classe, peut-être facilitée par les crises économiques car l'offensive capitaliste anti-ouvrière s'y développe sans fards.

Si la récession en cours, comme nous en sommes persuadés, accumule les facteurs objectifs pour nous rapprocher de cet objectif, elle aura en dépit des difficultés et des misères qu'elle entraîne, bien contribué à recréer les conditions objectives pour la reprise de la lutte.

C'est ce qu'espèrent les communistes révolutionnaires (et que redoutent les bourgeois) avec la pleine conscience que cette reprise de classe ne sera ni automatique ni facile, et qu'elle nécessitera pour se concrétiser de façon durable la reconstitution et l'intervention du parti de classe compact et puissant.

CORRESPONDANCE:

POUR LA FRANCE : Editions Programme, 3 rue Basse Combalot, 69007 Lyon
POUR LA SUISSE : Editions Programme, 12 rue du Pont, 1003 Lausanne
POUR L'ITALIE : Il Comunista, C. P. 10835, 20110 Milano

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur - gérant : Dessus. Versements: timbres poste, mandat ou chèque à l'ordre de : Dessus. Abonnement au prolétaire: 50 FF / 200FB / 30 FS / 15000 Li. Abonnement de soutien: 100 FF / 400 FB / 60 FS / 30000 Li. "Programme Communiste" (Revue théorique), le numéro: 25 FF / 10 FS / 140 FB / 5000 Li / £ 3 / 10 DM / Amérique latine: US \$ 1 / USA et CDN: \$ 4 / 450 Pts. Abonnement: le prix de 4 numéros. Abonnement de soutien: 200 FF / 1000 FB / 80 FS / 40000 Li / 80 DM / £ 25 / 3500 Pts / Amérique latine: US \$ 8 / USA et CDN: us\$ 35. "Il Comunista", le numéro: 2000 Li / 10 FF / 40 FB / 5 FS. Abonnement: 18000 Li / 60 FF / 240 FB / 35 FS. Abonnement de soutien: 30000 Li / 125 FF / 500 FB / 70 FS. "El Programa Comunista", le numéro: 400 Pts / 250 Ecs. / America latina: US \$ 0,5 / USA et CDN: US \$ 3 / 20 FF / 120 FB / 8 FS / 4000 Li / 8 DM / 20 Krs. Prix de soutien, le numéro: 800 Pts / 500 Ecs. / America latina: US \$ 1 / USA et CDN: US \$ 6 / 40 FF / 240 FB / 16 FS / 8000 Li / 16 DM / 40 Krs. IMPRIME PAR NOS SOINS

Le racisme est une question de classe et non un problème "culturel" ou de "civilisation" !

(Suite de la page 1)

son avec les conditions de développement des forces productives qui ont dans les grandes lignes déterminé l'histoire de l'humanité: de l'économie naturelle et tribale (nomade ou sédentaire) à l'économie basée sur le travail des esclaves, de celle-ci à l'économie féodale basée sur le travail des serfs et des artisans et de celle-ci à l'économie bourgeoise fondée sur le travail salarié et sur le capital.

L'histoire humaine est rythmée par de grandes révolutions, de grands bouleversements sociaux, par une longue série de collisions, de guerres, de violences, de destructions de cultures et de civilisations vaincues; et en même temps de progrès techniques et de connaissances croissantes et insoupçonnées des générations précédentes. Ceci se voit et s'incarne dans le développement des forces productives; à l'époque moderne, à l'époque bourgeoise, ce développement tend à universaliser et à uniformiser sur toute la planète le même mode de production, à savoir le capitalisme, le même mode de reproduction de l'espèce, le mode bourgeois.

C'est à cette époque que les "facteurs de race" arrivent à être "dépassés" - du point de vue du développement historique objectif et non du point de vue subjectif, "idéologique" - par les facteurs de nationalité ou plus simplement de nation. Ce pas est d'une très grande importance historique en ce qu'il oriente les luttes sociales et les guerres vers une formation sociale bourgeoise, capitaliste, stable, qui ne peut plus être réabsorbée par la société féodale ou asiatique. Mais en même temps, en développant de grandes unités organisées de peuples et de nations, d'abord en Europe puis en Amérique, la poussée économique-politique à la formation de marchés nationaux unitaires s'appuie encore sur des facteurs de race, de langue, de traditions et de cultures. Le terme race se réduit maintenant au groupe humain qui a pu cristalliser une langue, une tradition, une culture, une organisation sociale bien identifiable tant par ses membres que par les étrangers. Les peuples de "race" blanche, noire ou jaune ont développé de nombreuses et différentes nationalités et cultures. L'évolution des forces productives a précisément été à la base de ces formations, et donc de l'éclatement des grandes "races", qui donnent ensuite naissance aux unités étatiques bourgeoises.

La très importante poussée vers l'indépendance nationale ou vers des luttes nationales a été un des leviers les plus importants de l'histoire humaine des derniers siècles, grâce auquel les cinq cent dernières années ont vu un progrès énorme de la société et la généralisation à toute la planète du même mode de production. Le marxisme, dès sa naissance a souligné ce fait et pour cause: sans ce progrès économique et technique, sans son universalisation, il n'y aurait pas les bases matérielles pour le nouveau progrès historique qui nous intéresse au premier chef, l'avènement du communisme.

La société bourgeoise capitaliste d'autre part, comme toute société de classes, après avoir dû combattre les structures et superstructures de l'ancien régime, n'hésite pas à réutiliser pour la défense de son ordre toutes les idéologies et les instruments de conservation sociale édifiées par ce régime.

Selon les exigences du développement économique (exigences de valorisation du capital), selon les intérêts d'appropriation des richesses nationales, la classe dominante, représentée dans son ensemble par l'Etat central, en arrive inévitablement à restaurer les vieilles oppressions. L'égalité proclamée des droits pour tous les citoyens se réduit aux droits d'une seule catégorie, les plus riches, qui appartiennent naturellement à la "race supérieure". "L'égalité devant la loi", principe de base de la Justice bourgeoise est bafouée par les différences de classe, le statut inférieur de la femme est repris et intégré par la nouvelle société comme un fait naturel; la protection de l'enfance est foulée au pied par la généralisation du travail des enfants.

Dans une ambiance sociale où la course à l'accumulation capitaliste et à la répartition entre bourgeois de la plus-value extorquée aux salariés ne connaît pas de limites; dans une ambiance sociale où aucun moyen de répression et de violence n'est laissé de côté, où aucun moyen même "illégal" ou "immoral" n'est repoussé s'il permet d'amasser du profit; dans une ambiance sociale où la vie humaine est méprisée dans tous ses aspects, sociaux, familiaux, culturels ou autres; dans une telle ambiance, où le très haut degré de développement technique se conjugue avec une dégradation de la l'existence sociale et individuelle, les aspects les plus nocifs et malsains des anciennes dominations de classe ne peuvent que réapparaître et acquérir une nouvelle vigueur.

Parmi ceux-ci le racisme, sous sa forme la plus générale comme sous la plus précise, est un des plus pernicieux.

La forme de racisme typique de la société bourgeoise n'est pas celle à laquelle pensent les démocrates ingénus: la discrimination envers les populations non blanches qu'il est possible de constater chaque jour.

La forme typiquement bourgeoise de racisme est liée au rapport de production fondamental de la société capitaliste: la soumission du travail salarié au capital, qui se traduit par la domination de classe de ceux qui possèdent le capital sur la classe des sans-réserve. Le mode de production capitaliste dicte les conditions de production et reproduction de toutes les marchandises et en particulier de la marchandise-force de travail; les conditions du travail salarié définissent aussi les modalités de leur reproduction en tant qu'ouvriers: avec la société bourgeoise, naît une nouvelle "race", la race des ouvriers.

Aucun dictionnaire ne classera jamais sous le terme racisme cette forme particulière de distinction entre les hommes. Le terme racisme est limité à la conception de la division de l'humanité selon des caractéristiques physiques, en une hiérarchie de races au sommet de laquelle trône la race blanche; les racistes soutiennent cette conception sur la réalité historique de la domination des nations européennes sur le reste du monde, et sur le rôle de celles-ci dans la diffusion sur toute la planète du mode de production capitaliste, baptisé "civilisation".

Cette conception dérive en fait de la domination économique-politique et donc culturelle, scientifique, technologique, de la bourgeoisie sur toute autre classe existante. Mais la domination de la bourgeoisie découle de l'extorsion de plus-value sur le dos du prolétariat, sur l'exploitation nationale et internationale des travailleurs salariés devenus des esclaves modernes d'un mode de production, révolutionnaire par rapport aux sociétés pré-capitalistes, mais qui est conservateur et réactionnaire par rapport au progrès futur des forces productives. Progrès qui, soit dit en passant contre tous les faux marxistes, ne consiste absolument pas à une orgie productive destinée au marché, mais dans l'organisation rationnelle de la production pour la consommation et le bien-être de l'espèce humaine.

Le premier acte "raciste" de la bourgeoisie blanche a été accompli contre son propre prolétariat dont elle avait eu besoin pour abattre le pouvoir et l'Etat monarchiques. Celui-ci et la paysannerie pauvre avaient créé l'idéologie de la fraternité et de l'égalité; la bourgeoisie répliqua par l'institution immédiate de la discrimination sociale la plus profonde: aucun droit, aucune liberté d'action et d'organisation indépendantes pour le prolétariat, aucun droit d'organisation en classe autonome, avec des intérêts distincts et opposés à ceux des bourgeois.

Cette négation pratique de tous les droits proclamés découlait de la crainte chez les bourgeois d'être renversés par les masses révolutionnaires encore en armes et en mouvement, sur la vague même de la révolution anti-féodale triomphante. Cette crainte était historiquement justifiée étant donné que la bourgeoisie ne pouvait vaincre sans l'apport décisif des masses ouvrières et paysannes; et elle ne pouvait accomplir sa tâche économique qu'en transformant en travailleurs

salariés, dépouillés de tout, les masses des petits paysans et petits propriétaires. La bourgeoisie s'imposa comme classe dominante par la terreur et c'est par la terreur rouge que le prolétariat la supprimera socialement et détruira son pouvoir politique.

Devant cette menace fatale qui s'est présentée aux yeux bourgeois dès la révolution française de 1789-93, avant de réapparaître périodiquement, de 1848 à 1917, la classe dominante de tous les pays a accumulé une longue expérience de domination synthétisée dans une profonde haine de classe contre la race des prolétaires, seuls capables dans certaines conditions historiques de mettre fin à son règne.

La conception matérialiste dialectique de l'histoire ne réduit pas celle-ci au progrès des pays européens, ni ne découpe l'histoire en tranches égales à elles-mêmes et indifférenciables. L'histoire est pour elle l'histoire de sociétés de classes fondamentalement inégales, sujettes à des avancées et des reculs, à des développements insuffisants pour leur extension, mais annonciateurs de progrès futurs, ou à des retards et des stagnations en apparence incompréhensibles. Le saut qualitatif historique accompli à l'occasion des révolutions bourgeoises en Europe et Amérique dans une période d'une centaine d'années, ne s'est pas automatiquement diffusé au monde entier. C'est la raison pour laquelle l'analyse marxiste du cours de l'économie bourgeoise et de la formation des Etats nationaux a affirmé l'actualité des luttes pour l'indépendance et contre l'oppression nationale, quoique ces luttes étaient historiquement condamnées à voir diminuer leur importance et se restreindre leur champ d'action au fur et à mesure de l'extension définitive du capitalisme au monde entier. Ces luttes d'indépendance mélangent inévitablement les facteurs économiques aux facteurs de race, de langue, de tradition, de culture.

Dans la période actuelle, les modes de production pré-bourgeois ont laissé la place au capitalisme comme mode de production dominant; et en l'absence d'un mouvement prolétarien révolutionnaire qui puisse attirer sur son orbite les poussées anti-impérialistes et anti-bourgeoises qui naissent toujours dans les pays dominés par l'impérialisme, et les orienter sur des méthodes et des objectifs prolétariens, ces luttes risquent de plus en plus de finir dans l'impasse de la création d'Etats fantoches, d'entités fragmentées non viables.

Et alors les facteurs de race et de nation, au lieu de constituer des éléments de progrès historique, prennent des traits de plus en plus réactionnaires et en définitive anti-prolétariens.

Le trop faible développement capitaliste d'une grande partie des Etats du monde, tout en ne les empêchant pas d'être soumis au marché mondial, ne leur permet pas de fournir un travail à des masses énormes de déshérités ruinés par la concurrence des pays économiquement plus forts. Ces masses prolétariées réussissent difficilement à devenir de véritables prolétaires salariés. Dans une situation où par ailleurs la classe ouvrière des grands pays capitalistes, assurée encore de la satisfaction de ses besoins vitaux immédiats, reste engluée dans la paix sociale, donc ne présente pas aux yeux des exploités du monde une référence et un exemple de lutte de classe, il est inévitable que les contradictions sociales puissent prendre l'aspect de guerres entre pauvres.

Pour éviter que ces tensions sociales ne se transforment en une guerre sociale contre le capitalisme, la bourgeoisie alimente bien sûr ces guerres entre races, entre religions, entre clans.

Dans les pays capitalistes développés, l'absence de mouvement de classe laisse là aussi la place libre pour le développement du racisme parmi les secteurs de la classe qui connaissent la plus forte dégradation de leurs conditions de vie et de travail. L'affirmation de l'appartenance à la nation et la race dominante apparaît comme la seule planche de salut, la seule possibilité de détourner la pression capitaliste, la pression de la lutte de tous contre tous, sur les travailleurs

étrangers ou sur les travailleurs de la race "inférieure". Et dans les pays dits "avancés" et supérieurement civilisés, on peut également assister à de véritables guerres entre races: l'exemple historique de l'Allemagne est là pour le prouver et mille faits en indiquent aujourd'hui le danger potentiel, aux Etats-Unis, comme en France, en Allemagne ou ailleurs.

Le racisme, la fanatisme religieux, le mysticisme des mille églises, la généralisation de la criminalité des tueries aveugles, sont tous des aspects de la dégénérescence sociale d'une société qui se débat dans une contradiction insoluble: à un pôle ultra-minoritaire se concentrent toutes les richesses, à l'autre pôle des quantités toujours plus grandes d'hommes sont réduits à la misère, à la faim, à l'insécurité et au désespoir.

Et le pôle où se concentrent toutes les richesses et toutes les ressources, ce n'est pas "le Nord" du monde comme le prétendent les bourgeois tiers-mondistes. Ce pôle est constitué par les classes bourgeoises dominantes du monde entier, que leur capitale soit installée à Washington ou à Accra. Si la race des prolétaires, des sans-réserve, est présente dans le monde entier, il en est autant de la race des capitalistes et de ses agents politiques, administratifs et militaires. L'ennemi principal du prolétariat est la bourgeoisie, et avant tout sa propre bourgeoisie nationale. Il n'existe aucun trait racial qui pousserait le bourgeois jaune ou noir à traiter ses prolétaires mieux que le bourgeois blanc traite les siens.

Le rapport entre travail salarié et capital, la propriété privée des richesses produites par la classe ouvrière, sont des faits identiques sous tous les cieux. Rien ne change si le banquier est un asiatique plutôt qu'un européen, si sous l'uniforme du policier qui réprime les émeutiers, il y a un nigérian ou un américain, si à la tête du trust pétrolier est assis un koweïtien ou un texan. La race des prolétaires subit la même exploitation fondamentale: au travail salarié correspond du travail non payé empoché par le capitaliste et défendue par tout l'arsenal juridique et répressif qui sanctifie la propriété privée. Supprimer cette propriété privée des moyens de production et des produits, c'est supprimer la bourgeoisie: voilà l'objectif fondamental de la révolution prolétarienne.

Les prolétaires sont réunis internationalement par l'identité de leurs conditions de dépendance des rapports capitalistes. Mais ils ne peuvent s'en rendre compte facilement; il s'en persuadent quand la recherche de travail les pousse à émigrer vers les pays riches; mais ils rencontrent alors mille discriminations et vexations en particulier de type raciste.

Dans ces pays le pillage du reste du monde et une expansion économique pendant des décennies a créé une forte classe ouvrière, de nombreuses organisations, mais aussi des couches considérables de classes moyennes, de petite-bourgeoisie. La classe dominante a pu concéder à certaines couches ouvrières plus qualifiées des miettes de plus-value, créant ainsi une couche distincte du reste de la classe, qu'Engels a appelé l'aristocratie ouvrière. En contrepartie de l'amélioration de son sort, de sa position relativement privilégiée par rapport à la masse ouvrière, cette couche, matériellement intéressée au maintien du statu-quo, a joué et joue un rôle important de conservation sociale et de collaboration entre les classes.

Si la haine de classe est caractéristique de la grande bourgeoisie, la haine raciale et nationale est un trait typique apporté par les classes moyennes. Coïncées entre prolétariat et bourgeoisie les classes moyennes craignent par dessus tout d'être broyées dans la lutte qui se déclencherait entre ces deux classes; ne pouvant trouver de force dans l'affirmation de leur identité de classe, elles la recherchent dans l'appartenance à une communauté au dessus des divisions de classes qui les met sur le même pied que la bourgeoisie: la communauté de race, de patrie, de religion. Et lorsqu'il se trouve des prolétaires d'autre nationalité, d'autre religion ou

(Suite en page 6)

Textes du Parti Communiste International POUR METTRE LES POINTS SUR LES I !

(Suite de la page 1)

ponds historique à différentes époques dans les différents pays: en Italie, au XVIe siècle; aux Pays-Bas, au XVIIe siècle; en Angleterre, au XVIIIe siècle; en France, au XVIIIe siècle; en Europe centrale, Amérique, Australie, etc., au XIXe siècle; en Russie, au XXe siècle; en Asie, aujourd'hui. Il s'ensuit qu'il nous faut distinguer des aires très différentes dans le monde, caractérisées par des regroupements très différents des forces de classe en lutte.

Contre-thèse 2

Les prolétaires sont et se montrent indifférents dans les luttes révolutionnaires de la bourgeoisie contre le pouvoir féodal.

Thèse 2

Les masses prolétariennes luttent partout sur le terrain de l'insurrection pour renverser les privilèges féodaux et les pouvoirs absolus. Dans les différents pays et époques historiques, la majeure partie de la classe ouvrière croit naïvement que la victoire des revendications démocratiques bourgeois serait une conquête même pour les citoyens pauvres. Il existe une couche qui voit bien que les bourgeois luttant pour le pouvoir sont des exploités, mais qui, influencée par le socialisme réactionnaire, voudrait s'allier avec la contre-révolution féodale par haine contre le patron. La partie la plus avancée se place sur la position correcte: entre patrons et ouvriers exploités il n'y a pas de revendications communes "pour la civilisa-

Le racisme est une question de classe et non un problème "culturel" ou de "civilisation" !

(Suite de la page 5)

d'autre race, elles peuvent alors manifester dans toute sa force leur haine anti-ouvrière sous cette forme.

Le racisme historique des puissances coloniales s'est transformé après les indépendances nationales en manifestations anti-prolétariennes dirigées contre le prolétariat immigré, soigneusement entretenues par l'organisation capitaliste du contrôle de cette fraction du prolétariat. L'existence des ghettos, des crimes racistes, n'est que la manifestation de l'impossibilité sous le capitalisme de l'intégration tant vantée en France comme aux Etats-Unis. Il est bien trop profitable pour la bourgeoisie de maintenir des divisions au sein de son ennemi prolétarien pour pouvoir rêver que ses promesses de réaliser enfin l'égalité se concrétisent.

Mais c'est en fait l'union, l'intégration des peuples, qui se révèle impossible sous le capitalisme quand chacun peut constater que les antagonismes nationaux et raciaux ressurgissent avec une virulence accrue dès que la situation économique se détériore.

L'union et l'intégration des peuples ne pourra avoir lieu que par la disparition de la société divisée en classes, la disparition d'une société où les guerres sont l'aboutissement des tensions économiques et sociales. Le capitalisme est incapable de faire disparaître le racisme comme le prétendent les admirateurs de la civilisation bourgeoise, parce qu'après avoir largement usé de l'esclavage dans son enfance, le racisme lui est, dans sa phase sénile, très utile.

Le racisme, loin d'être seulement le résidu d'un âge sombre de l'humanité, s'appuie sur des facteurs économiques inhérents au capitalisme.

C'est pourquoi nous affirmons que le racisme n'est pas un problème culturel, d'éducation ou de civilisation, comme le prétendent les anti-racistes bourgeois, les démocrates humanitaires et pacifistes, mais une question de classe.

Ce qui signifie que seule la lutte de classe peut s'opposer réellement au racisme et que seule la révolution prolétarienne anti-capitaliste pourra définitivement extirper cette plante empoisonnée. Toute alternative ou prétendue solution qui tourne le dos à la lutte prolétarienne n'est que charlatanisme et hypocrisie et doit être dénoncée en tant que telle.

(1) cf "Facteurs de race et de nation dans la théorie marxiste", recueil d'articles de A. Bordiga publié aux Ed. Prométhée.

tion" en général, mais la révolution bourgeoise n'est pas moins nécessaire, soit pour ouvrir la voie de la grande production fondée sur la coopération de larges masses et permettant l'élévation du niveau de vie et une consommation accrue des couches misérables de la société, soit pour rendre possible dans l'avenir une gestion sociale et donc au début prolétarienne, des nouvelles forces de production. Par conséquent les travailleurs luttent avec la grande bourgeoisie contre la noblesse et le clergé, et même (cf le "Manifeste" de 1848) contre la petite-bourgeoisie réactionnaire.

Contre-thèse 3

Là où la victoire bourgeoise a été suivie d'une contre-révolution (restauration féodale et dynastique), la lutte n'a pas intéressé les travailleurs, parce qu'elle opposait deux de ses ennemis.

Thèse 3

Dans toute lutte armée pour et contre la restauration (comme par exemple dans les coalitions contre la Révolution française et les révolutions républicaines de 1830 et 1848) le prolétariat a lutté et devait lutter dans les tranchées et sur les barricades avec les bourgeois radicaux. La dialectique des luttes de classe et des guerres civiles a montré que cette aide était nécessaire à la bourgeoisie terrienne et industrielle pour vaincre; mais tout de suite après la victoire, celle-ci s'est jetée féroce contre le prolétariat qui voulait des avantages sociaux et le pouvoir. Tel est l'unique schéma de la succession inévitable des révolutions et contre-révolutions: cette aide insurrectionnelle que le prolétariat apporte historiquement aux bourgeois est la condition pour qu'il puisse un jour abattre leur pouvoir après une série de tentatives révolutionnaires.

Contre-thèse 4

Toute guerre entre des Etats féodaux et bourgeois ou toute insurrection pour la libération nationale du joug étranger a été indifférente à la classe ouvrière.

Thèse 4

La formation d'Etats-nations de race et de langue en principe uniformes est la condition optimale pour substituer la production capitaliste à la production médiévale, et toute bourgeoisie lutte dans ce but, même avant que la noblesse réactionnaire soit renversée. Cette organisation en Etats nationaux (ce fut surtout le cas de l'Europe) est pour les travailleurs une étape nécessaire puisqu'il est impossible d'arriver à l'internationalisme (affirmé d'emblée par les premiers mouvements ouvriers) sans dépasser la production, la consommation et les revendications étroitement locales propres à l'époque féodale.

Donc, jusqu'en 1870, époque où cette organisation en Etats nationaux est achevée, le prolétariat a un intérêt de classe à lutter pour la liberté de la France, de l'Allemagne, de l'Italie et des petits Etats balkaniques. Durant l'alliance dans l'action armée, les idéologies de classe vont se différenciant, et les travailleurs se soustraient au nationalisme et au patriotisme. Pour l'avenir du mouvement prolétarien, les victoires contre la Sainte-Alliance, contre l'Autriche en 1859 et 1866, et en dernier lieu contre Napoléon III lui-même en 1870, ont été de première importance; par contre, les défaites de leurs adversaires furent considérées comme négatives par Marx et Engels dans toutes leurs oeuvres, comme Lénine le rappela dans ses thèses sur la guerre en 1914. Tous ces critères s'appliquent à "l'Orient" moderne.

Contre-thèse 5

Dès le moment où les bourgeois sont au pouvoir dans tous les continents de race blanche, les guerres sont des guerres de rivalité impérialiste. Non seulement aucun mouvement ouvrier n'a alors d'intérêts communs avec le gouvernement en guerre, et continue la lutte des classes jusqu'au défaitisme, mais la victoire de l'un ou l'autre des belligérants est sans influence sur le développement ultérieur de la lutte des classes et de la Révolution prolétarienne.

Thèse 5

D'après Lénine, à partir de 1871, et après la période de capitalisme "pacifique", les guerres sont impérialistes: en accepter l'idéologie est une trahison. En 1914, tout parti ouvrier, aussi bien dans les pays de l'Entente que dans les puissances centrales, devait lutter contre la guerre pour la transformer en guerre civile en exploitant surtout la défaite militaire. Toute alliance avec la bourgeoisie dans des actions armées, régulières ou irrégulières, étant donc exclue, le problème des effets que peuvent avoir les différentes solutions militaires doit néanmoins être pris en considération. On ne peut soutenir que lorsque des forces aussi immenses se heurtent, la victoire de l'une ait les mêmes conséquences que celle de l'autre; en ligne générale, on peut dire que la victoire militaire des Etats bourgeois les plus anciens, les plus riches et les plus stables socialement et politiquement est la solution la plus défavorable pour le prolétariat et sa révolution.

Il existe un lien direct entre le cours dé-

favorable de la lutte prolétarienne depuis cent cinquante ans, qui a triplé au moins le temps prévu par le marxisme, et la victoire constante de la Grande-Bretagne dans les guerres contre Napoléon d'abord, et ensuite contre l'Allemagne. Le pouvoir bourgeois anglais est stable maintenant depuis trois siècles, et si Marx a misé largement sur la guerre civile américaine pour l'ébranler, celle-ci n'a pas engendré une force capable de battre l'Europe, mais au contraire une force de soutien de la puissance anglaise. Si cette forme est devenue graduellement le centre du capitalisme mondial, ce n'est pas à la suite d'un conflit direct avec l'Angleterre, mais à la faveur de guerres menées en commun avec elle.

En 1914, Lénine indiqua clairement que la défaite des armées du Tsar serait la solution la plus favorable parce qu'elle hâterait l'éclatement de la lutte des classes en Russie; et il lutta de toutes ses forces contre ceux qui considéraient la victoire de l'Allemagne sur les anglo-français comme l'hypothèse la plus défavorable, tout en fustigeant de la même façon les social-chauvins allemands.

Contre-thèse 6

La révolution russe fut seulement l'éclatement de la révolution prolétarienne dans le pays où la bourgeoisie était la plus faible et d'où la lutte pouvait s'étendre aux autres pays.

Thèse 6

Il est évident que la révolution prolétarienne ne peut vaincre qu'internationalement. On peut et on doit la commencer là où le rapport des forces est le plus favorable. La thèse selon laquelle la révolution doit commencer dans le pays où le capitalisme est le plus développé et s'étendre ensuite dans les autres est purement défaitiste. Mais pour réfuter la position opportuniste, le marxisme pose le problème historique de manière bien différente.

En 1848, Marx considère que la révolution de classe ne partira pas de l'Angleterre industrielle, malgré les violentes luttes du chartisme. Il compte que le prolétariat français pourra livrer bataille en se greffant sur la révolution républicaine. Surtout il considère comme point d'appui la révolution double en Allemagne, où les institutions féodales sont encore au pouvoir, et il traduit la stratégie du prolétariat allemand en directives politiques précises: d'abord avec les libéraux et les bourgeois; tout de suite après, contre eux.

Pendant au moins vingt ans, et surtout après 1905 où le prolétariat russe entra en lice en tant que classe, les bolchéviks ont préparé une perspective semblable en Russie. Celle-ci s'appuyait sur deux éléments: la décrépitude des institutions féodales qui seront attaquées en dépit de la lâcheté de la bourgeoisie russe; nécessité de la défaite militaire, qui après celle contre le Japon, devait donner une seconde occasion à la révolution. Etroitement liés par la doctrine et l'organisation avec les partis des pays bourgeois depuis longtemps, le prolétariat et son parti se donnent la tâche suivante: prendre en charge la lutte pour la révolution libérale contre le tsarisme et pour l'émancipation paysanne contre les boyards, et donc la prise du pouvoir par la classe ouvrière russe.

Dans l'histoire, nombreuses sont les révolutions qui ont été battues: les unes parce qu'elles n'ont pas réussi à prendre le pouvoir, d'autres parce qu'une répression armée le leur a ravi (Commune de Paris), d'autres encore sans répression militaire mais à la suite d'une destruction de la trame sociale (Communes italiennes). En Allemagne la double révolution attendue vainquit militairement (et davantage socialement) dans la première partie et échoua dans la seconde. En Russie la double révolution triompha dans les deux phases militaires de la guerre civile, dans la première phase économique-sociale, mais fut battue dans la seconde, c'est-à-dire le passage du capitalisme au socialisme, non par suite d'une invasion étrangère mais par suite de la défaite prolétarienne hors de Russie (1918-1923). Les efforts du pouvoir russe aujourd'hui ne sont pas dirigés vers le socialisme, mais vers le capitalisme, en marche révolutionnaire sur l'Asie.

Le tournant historique qui en 1848 aurait pu avoir l'Allemagne et en 1917 la Russie pour centre ne peut probablement plus se représenter comme un bouleversement national interne; il n'est pas pensable que la Chine par exemple puisse avoir une influence mondiale analogue et d'ailleurs elle est déjà en train de passer du stade féodal au stade bourgeois.

Depuis lors, pour commencer localement la nouvelle phase révolutionnaire internationale, le maillon faible ne pouvait découler que d'une guerre perdue dans un pays capitaliste.

Contre-thèse 7

Il est clair que la formation de systèmes totalitaires dans des pays capitalistes n'a rien à voir avec les contre-révolutions restauratrices des thèses 2 et 3; elle a été une conséquence attendue de la concentration écono-

mique et sociale des forces productives. C'est donc une rechute dans la trahison que d'envisager la nécessité d'un bloc du prolétariat avec la bourgeoisie pour restaurer le libéralisme en économie et en politique, ainsi que l'adoption de la méthode de la lutte de Partisans. Il est tout aussi erroné d'appuyer, en cas de conflit entre Etats bourgeois, le camp opposé à celui qui se propose d'attaquer la Russie, afin de défendre un régime qui dérive malgré tout d'une victoire prolétarienne. Même si tout cela est vrai, on devait soutenir que l'issue de la seconde guerre mondiale quelle qu'elle soit, ne pouvait avoir aucune influence sur les perspectives de la lutte prolétarienne de classe et sur la reprise révolutionnaire.

Thèse 7

Cela n'épuise pas le problème historique que d'affirmer que la justification de la deuxième guerre mondiale comme "croisade", comme conflit d'"idéologies", comme défense de la démocratie contre le fascisme, était tout aussi dommageable que celles de 1914, qui parlaient de liberté, de civilisation et de nationalité. Ces formules de propagande recouvrent des deux côtés l'objectif de la conquête de marchés et de la puissance économique et politique; cela est exact, mais insuffisant. La fin du capitalisme arrivera que comme une série d'explosions des systèmes unitaires que sont les Etats territoriaux de classe; c'est ce processus qu'il faut déceler, et si possible, accélérer. Depuis l'époque des guerres impérialistes, il est exclu de pouvoir l'accélérer par une solidarité politique et militaire du prolétariat avec l'Etat. Mais il n'en est pas moins important de le déchiffrer, et d'y adapter la stratégie de l'Internationale des partis révolutionnaires. La politique russe a remplacé cette orientation de principe par les cyniques manoeuvres d'Etat d'un nouveau système de pouvoir: c'est la démonstration que ce pouvoir fait partie de la constellation capitaliste mondiale. C'est de là que le mouvement de la classe prolétarienne devra repartir. Et la première étape de ce chemin difficile est: comprendre.

Lors de l'éclatement de la guerre, l'Etat de Moscou passa un accord avec celui de Berlin: on ne diffusera jamais assez la critique de ce tournant historique accompagné de l'utilisation des arguments marxistes sur la nature impérialiste et agressive de la guerre menée par Londres et Paris, à laquelle les partis soi-disant communistes des deux blocs étaient invités à ne pas participer.

Deux ans plus tard l'Etat de Moscou s'allie avec ceux de Londres, Paris et Washington, et consacre toute sa propagande à démontrer que la guerre contre l'Axe n'est pas une campagne impérialiste, mais une croisade idéologique pour la liberté et la démocratie.

Il est de la plus grande importance pour le mouvement prolétarien non seulement d'établir que les directives révolutionnaires ont été abandonnées dans les deux phases, mais aussi de souligner le fait historique que dans la deuxième phase l'Etat russe, tout en acquérant des forces et des ressources pour son développement capitaliste interne, a contribué à l'issue conservatrice de la guerre en évitant par un énorme apport de force militaire la catastrophe au moins pour le centre étatique de Londres, qui sortit pour la énième fois indemne de la tempête guerrière. Une telle catastrophe était une condition extrêmement favorable pour un écroulement des autres Etats bourgeois, à commencer par Berlin, et pour un incendie de l'Europe.

Contre-thèse 8

Dans l'antagonisme actuel entre l'Amérique et la Russie (avec leurs satellites respectifs), il n'y a rien d'autre à considérer que deux impérialismes à combattre au même titre, en excluant que la victoire de l'un ou de l'autre - ou encore un compromis durable - puisse respectivement déterminer des conditions très différentes pour la reprise du mouvement communiste et pour la révolution mondiale.

Thèse 8

Cette équivalence est une position non seulement fautive, mais insensée, si elle ne se limite pas à la condamnation de tout appui aux Etats capitalistes dans une éventuelle troisième guerre, de toute participation à des actions de partisans dans l'un ou l'autre camp, de tout renoncement aux actions défaitistes autonomes du prolétariat quand il en a les forces. Il ne sera jamais possible d'avoir la vision de la voie qui mène à la révolution mondiale (vision nécessaire même quand l'histoire écarte ensuite les possibilités favorables, et sans laquelle il n'y a pas de parti marxiste) sans poser la question de l'absence d'une lutte de classe révolutionnaire entre capitalistes et prolétaires américains, et même anglais, là où l'industrialisme est le plus puissant. La réponse ne peut être séparée de la constatation de la réussite de ces deux Etats dans toutes leurs entreprises impérialistes d'exploitation du reste du monde.

Les systèmes de pouvoir en Amérique et en Angleterre n'ont pas d'autre exigence que

POUR METTRE LES POINTS SUR LES I !

la conservation du capitalisme mondial et ils y sont préparés par une longue force vive historique qui se meut dans cette même direction. Ils avancent d'un pas mesuré vers le totalitarisme social et politique (autre prémisses inévitable de l'affrontement final); dans leurs satellites nous avons une situation de régime bourgeois mûr. Dans le bloc soviétique nous avons les conditions inverses: ce sont des territoires européens et extra-européens où la bourgeoisie plus récente lutte encore socialement et politiquement contre des restes féodaux; les formations étatiques sont jeunes et ont une ossature moins solide; par ailleurs ce bloc ne peut

user de la tromperie démocratique et collaborationniste qu'extérieurement et il a déjà épuisé toutes les ressources du gouvernement totalitaire et à parti unique, abrégant ainsi le cycle. Il sera évidemment touché par la crise si celle-ci frappe le formidable système capitaliste dont le centre est à Washington et qui englobe les cinq sixièmes de l'économie mûre pour le socialisme et des territoires où se trouve un prolétariat salarié pur.

La révolution ne pourra passer que par une guerre civile aux Etats-Unis, qu'une victoire américaine dans la guerre mondiale retarderait d'une période mesurable en siècles.

Puisque le mouvement marxiste non dégénéré à aujourd'hui des forces infimes, sa tâche ne peut être d'envoyer de grandes forces rompre de l'intérieur l'un ou l'autre de

ces systèmes, tâche à laquelle il tend en principe. Fondamentalement il s'agit de rassembler les groupes prolétariens (encore si restreints) qui comprennent le rôle de premier plan joué par Moscou et les partis moscouitaires dans les trente dernières années pour la consolidation de la puissance capitaliste dans des systèmes hautement organisés: par une politique erronée d'abord, puis par l'apport de millions et millions de victimes, ils ont donné la contribution la plus puissante pour le succès de la criminelle soumission des masses à la perspective de bien-être et de liberté dans le cadre du régime capitaliste et de la "civilisation occidentale et chrétienne".

La manière dont le prolétariat dirigé par Moscou dans les pays atlantiques combat cette maudite civilisation est pour elle le plus grand succès et la meilleure garantie,

malheureusement même pour les prévisions sur l'issue d'une guerre qui pourrait venir de l'Est.

(Suite de l'article au prochain numéro)

IL COMUNISTA No 32 / MAGGIO 1992

-Razzismo: non è questione di cultura o di civiltà, ma è questione di classe -Le flamme di Los Angeles annunciano il futuro incendio proletario -L'Italia delle tangenti: corruzione? No, sistema politico -Il dopo-elezioni: partiti allo sbando -Assassinio Falcone: i rischi del potentato -Algeria -Medio Oriente: la pace dell'ordine imperialista -Il trotskismo e la crisi in URSS -Il capitalismo sovietico in crisi (III)

"Il Programma comunista" tourne le dos au développement d'un "travail de parti sérieux et articulé"

L'organisation italienne "Il Programma Comunista", issue de la grave crise du Parti Communiste International au début des années 80, a décidé de reprendre un travail international, sous la forme de la publication d'une revue en anglais ("Internationalist Papers") et d'une revue en français ("Cahiers Internationalistes"). Développer une activité internationale est un point positif pour une organisation qui jusque là ne semblait pas en éprouver le besoin, ce qui était en contradiction totale avec sa prétention à être le seul et unique véritable continuateur du P.C. International: après tout, mieux vaut tard que jamais!

Cependant, il faut encore examiner le sens que "Il P.C." entend donner à son initiative; les deux revues contiennent des textes fondamentaux de notre courant, déjà publiés dans "Communist Program" pour ce qui est de l'anglais et disponibles dans notre série "Les Textes du PCI" pour ce qui est du français.

La brève introduction de la revue anglaise, qui se présente comme "une publication du PCI", après avoir rappelé l'existence autrefois de "Communist Program" et de publications du parti dans de nombreuses langues, écrit: "Mais, en 1982-83, une sévère crise politique a frappé le parti, détruisant son petit mais étendu réseau international et mettant en danger son existence même - une crise que nous devons examiner plus longuement (sic!) dans un des prochains n° de cette publication. De la presse internationale du parti, seul l'organe italien **Il Programma Comunista**, survécut. Dix ans ont passé et - quoique le travail de réorganisation du parti soit loin d'être terminé - nous sommes maintenant en mesure de redémarrer notre presse internationale, au moins dans quelques langues autres que l'italien (...). Nous pouvons le faire parce que de nouvelles forces (quoique numériquement limitées) ont entre-temps rejoint le parti (...) et nous devons le faire parce que les années qui viennent de s'écouler ont été riches en événements qui appellent une présence accrue des communistes internationalistes."

L'introduction de la revue française - qui, elle, se présente sous la forme plus anodine de supplément à "Il P.C.", sans le "ce qui nous distingue", ni référence au PCI - ne peut évidemment prétendre que seul "Il Programma Comunista" a survécu à la crise politique de 82-83. Le lecteur francophone apprendra que le "vellétarisme désorientant" fut la cause de ce "cataclysme politique et organisationnel", mais il n'en saura pas plus et on ne lui promet pas, comme au bienheureux anglophone, de revenir un jour "plus longuement" sur le sujet; l'introduction précise en outre qu'a émergé un noyau de parti beaucoup plus modeste mais non moins décidé et certainement plus homogène; et que "contribuer à la reconquête du bloc unique du marxisme (...) et d'autre part, développer sur cette base un travail de parti sérieux et articulé, voilà l'objectif de la présente publication des Cahiers Internationalistes."

Republier à grands frais des textes disponibles, même si c'est dans une traduction qu'on nous assure améliorée, n'est pas une base suffisante pour développer un véritable travail de parti, surtout quand les brûlantes questions politiques apparues lors de la crise de 82-83 sont délibérément mises de côté. Le noyau constitué par "Il PC" est "plus homogène" qu'autrefois: la crise du parti nous a justement appris que l'homogénéité par rapport aux grands textes théoriques est sans aucun doute primordiale, mais qu'elle ne suffit pas; l'homogénéité politique du parti n'est pas garantie automatiquement mais ne peut être que le résultat de l'effort constant pour répondre aux problèmes et diriger l'activité en pleine cohérence avec les bases programmatiques et de principe.

Sur quelles réponses aux problèmes soulevés par la crise du parti s'est homogénéisé le noyau d'"Il PC"? La réponse ne se trouve pas dans les introductions de ces nouvelles revues; mais elle ne se trouve pas davantage dans les pages du journal italien. Au contraire, les militants qui ont repris en main ce

journal ont toujours soutenu contre nous qu'un bilan de la crise du parti n'était pas nécessaire (et pouvait même être dangereux) et qu'il fallait simplement "reprendre le chemin" à partir de là où il s'était, à l'improviste, interrompu par suite d'une catastrophe venue d'on ne sait où.

Dans un appel à une souscription pour la "presse internationale", "Il PC" écrit que, après "la très grave crise de 83-84", "au cours des dix dernières années le Parti s'est employé surtout à survivre d'abord, puis à se reconstituer - tout comme après une blessure les tissus ont besoin de temps pour se reconstituer". Jugeant sans doute la blessure refermée et la convalescence dans la maison de repos "Italie" terminée, "Il PC" estime qu'il peut mettre le nez hors de l'enceinte de protection et se fixer la perspective de la reconstitution d'une organisation internationale.

Mais les militants intéressés par les textes classiques publiés dans ces revues et réellement désireux de participer à un "travail de parti sérieux et articulé" ne peuvent pas ne pas chercher à connaître l'histoire du P.C. International, les causes de sa crise, les réponses politiques qui y ont été apportées. Dans un article "dédié à ceux qui suivent le nouveau "Programma Comunista", ("Le parti défendu par le nouveau "Programma comunista", quel parti est-ce?" in "Il Comunista" n°30-31, décembre-mars 92), nos camarades d'Italie écrivent précisément à ce sujet:

Les jeunes militants du nouveau "Programma comunista" peuvent trouver les réponses aux questions posées par la "très grave crise" du parti et les réponses sur ses causes, dans le travail de bilan que nous, au contraire, nous avons fait et qui a caractérisé notre activité pendant et après la crise explosive de 82, à la différence de l'attitude des camarades qui se sont ensuite regroupés autour du groupe qui a pris en main ce journal, et qui sont restés pendant et après la crise **totalment** absents de la bataille politique dans l'organisation. Ils ont été à l'inverse "actifs" sur des terrains tout-à-fait étrangers à la tradition de lutte politique de la Gauche communiste: le terrain de la "solution administrative" (requête de faire partie "de droit" du nouvel organe central), puis prise de distance par rapport aux nouvelles orientations en s'appuyant sur le "droit de propriété" du journal dans une déclaration signée des responsables légaux, puis enfin le terrain de la solution bourgeoise tout court pour se faire reconnaître par la justice bourgeoise la propriété du journal! "Il Programma Comunista" était né en 1952 d'une scission décisive d'avec le groupe "Battaglia Comunista" qui s'était emparé de ce titre en faisant valoir devant les tribunaux bourgeois son droit de propriété (ce qui lui avait valu d'être sévèrement caractérisé par A. Bordiga d'appartenir au camp adverse). Le nouveau "Programma" doit aujourd'hui d'exister et de jouir du nom de parti communiste international, aux tribunaux bourgeois: c'est là une **continuité** que nous avons toujours méprisée, préférant la disparition d'un journal sur le champ de bataille de classe à sa survie par l'abandon de la praxis, des méthodes et des moyens communistes. Si l'on n'est pas capable de mener une lutte politique par des méthodes communistes prolétariennes au sein d'un parti qui cherche à être le guide de la classe, comment peut-on prétendre représenter la continuité politique, programmatique et organisationnelle avec la tradition marxiste de la Gauche communiste? C'est l'attitude pratique, les faits concrets de l'activité et de l'action du parti de classe que jugent, et avec raison, les prolétaires! Comment peuvent-ils se fier à un parti qui, **en paroles**, se prétend anti-démocratique, mais qui, **dans les faits**, s'appuie sur les mécanismes de défense de la propriété bourgeoise? Comment peuvent-ils se fier à des communistes qui publient en vingt langues les critiques les plus fermes non seulement de la société bourgeoise, mais également de toutes les variétés d'opportunisme - et surtout de celles qui se déguisent en révolutionnaires - , et qui agissent en réalité

de façon complètement opposée à ce qu'ils écrivent?

La situation sociale et la période historique au cours de laquelle a éclaté la crise, ont signé la fin d'un cycle y compris pour l'organisation du parti telle qu'elle s'était développée dans la décennie précédente. Ce que le nouveau "Programma Comunista" n'admet pas, c'est que ce cycle s'est terminé, non par une "blessure", mais par la mort de l'organisation physique de militants qui s'appelaient parti communiste international, et qu'une autre organisation de parti devait être constituée. Ce que le nouveau "Programma Comunista" n'admet pas, c'est que, comme en 1952, les militants qui ont pu résister à la scission et à la liquidation du parti devaient se réunir (se ré-unir, s'unir de nouveau) sur la base d'un bilan de la crise et d'un travail collectif de réacquisition théorique et politique du marxisme révolutionnaire ainsi que des expériences de lutte politiques et immédiates de la Gauche communiste.

Le nouveau "Programma Comunista" a toujours été convaincu de n'avoir rien à apprendre de la "très grave crise", de n'avoir pas à relever le défi lancé non seulement par les événements mondiaux, mais aussi par les péripéties internes du parti. Et c'est avec ce dédain aveugle que ces militants tournèrent le dos à tous les camarades désorientés, isolés, qui en Italie comme à l'étranger avaient désespérément besoin d'y voir clair.

Ceux qui ont abandonné hier à la première difficulté le terrain de la lutte politique, ceux qui ont préféré le recours aux tribunaux bourgeois pour prendre en main le journal (mais qu'auraient-ils fait si le propriétaire légal n'avait pas été d'accord avec eux?), ceux qui ont abandonné à leur sort les camarades désorientés, ceux qui ont théorisé que chacun devait d'abord se renforcer "chez soi" avant de songer à retisser des liens internationaux, prennent le luxe d'annoncer que "c'est l'organisation même qui peut se fixer comme objectif réel une reprise des publications en langue étrangère".

Mais rien ne fut tenté à l'époque par ceux qui forment aujourd'hui le nouveau "Programma Comunista" pour défendre les publications produites en quantité pendant des années par le parti; rien ne fut tenté pour arracher, à coups de bâtons s'il le fallait, ce patrimoine à ceux qui avaient pris le dessus dans la direction du parti et dans beaucoup de sections grâce à la désorientation du reste des militants. Si une partie de ce patrimoine a pu être sauvée de la destruction (car c'est à cela qu'arrivèrent finalement les liquidateurs), cela n'a été possible que grâce à nos forces pourtant très faibles.

Durant la crise explosive du parti et dans la période qui a suivi jusqu'en 84, nous avons continué à lutter au sein de l'organisation du parti en vue surtout de regrouper sur des positions et des méthodes correctes le plus possible de camarades en Italie comme à l'étranger en luttant contre les calomnies, contre l'isolement et contre le défaitisme qui avait atteint beaucoup de vieux camarades. Dans cette période, notre bataille n'a sans doute pas été exempte de contradictions, n'a pas toujours été lucide et les positions prises n'ont pas toujours été sans défauts; nous le savions et le disions ouvertement. Mais les méthodes ont toujours été inattaquables par les liquidateurs: pas de politique personnelle, pas de manœuvres administratives et surtout pas judiciaires; aucun compromis de principe politique ou tactique, aucune prise de responsabilité politique dans la nouvelle direction et le journal qu'elle dirigeait. L'objectif, une fois que la tendance "Combat" avait pris le dessus, était d'**arracher** le maximum de camarades à son influence et de **rompre** sur le plan politique avant de le faire sur le plan organisationnel. Et c'est ce qui arriva.

Dès le premier n° de "Il Comunista" en 1985 et dans les n° du "Proletaire" qui continua durant la crise sa publication contre la tendance liquidatrice et contre la tendance attentiste, nous avons mis l'accent sur

la nécessité indispensable du bilan de la crise du parti pour que soit possible de réorganiser les forces sur des bases non seulement homogènes, mais surtout **cohérentes avec la théorie et la praxis** de la Gauche communiste.

Lecteurs et adhérents du nouveau "Programma Comunista": nous avons à disposition les premiers n° de "Il Comunista" dans lesquels ont été publiés des articles de critique tant du liquidationnisme à la "Combat" que des positions prises par le nouveau "Programma Comunista"; nous avons à disposition tous les n° où ont été publiés des matériaux pour le bilan de la crise du parti comme: En défense du programme communiste - La propagande communiste, facteur essentiel de la préparation révolutionnaire - Prêtres et marxisme - Théologie de la libération - Points sur la question des organismes prolétariens indépendants - Nous aurons les lendemains que nous aurons sur préparer - En reprenant la question du terrorisme - Points sur l'Afrique du Sud - Considérations sur le progrès technologique, le nucléaire et la lutte de classe - Antimilitarisme de classe et guerre - Que signifie faire le bilan de la crise du parti, etc.

Demandez ce matériel, nous vous l'enverrons avec plaisir, sans vous demander rien d'autre que le prix des journaux.

Les questions qui se posent sont celles-ci: quel est le parti défendu par le nouveau "Programma Comunista"? Quelle est sa praxis, ses méthodes de vie politique interne? Comment agit-il face aux divergences et aux scissions? L'exemple donné par la crise de 82-84 a été désastreux: comment se comportera-t-il lors d'une crise interne? Quel est le bilan réel qu'il a tiré de la crise de 82-84? Pense-t-il se développer organisationnellement en englobant d'une façon ou d'une autre des fragments hétérogènes de scissions antérieures, comme dans le cas de la mystérieuse "section de Schio"?

Nous n'attendons pas une réponse de "Il Programma Comunista", mais nous espérons que ses militants et sympathisants chercheront une réponse à ces questions.

Poser ces questions n'est pas faire preuve d'une manie polémique ni rechercher des "autocritiques", ni être animé par des querelles personnelles, comme affectent de le croire les militants de "Il P.C."; développer "un travail de parti sérieux et articulé" est un objectif illusoire si on fait l'impasse sur les problèmes politiques vitaux - au point d'essayer de cacher à ses lecteurs notre existence! Contribuer à la reconstitution, même sous la forme encore embryonnaire qu'impose la période actuelle, du parti marxiste de classe international, requiert non seulement la diffusion de textes fondamentaux, mais aussi la plus grande clarté sur les problèmes politiques qui apparaissent inévitablement lorsqu'on se fixe la tâche concrète de la constitution d'une organisation révolutionnaire militante et réellement internationale.

Une décennie après la crise du parti, "Il Programma Comunista" se refuse toujours à faire face aux problèmes issus du développement même du Parti Communiste International et qui ont conduit à sa crise faute d'avoir été reconnus à temps et résolus de façon correcte; s'il est vrai, comme le dit l'introduction des "Cahiers Internationalistes", que la crise du PCI "a privé les avant-gardes prolétariennes d'aujourd'hui et d'un futur proche - et cela à l'échelle internationale - d'un bagage théorique et pratique, de postulats programmatiques et d'expériences vécues indispensables" l'attitude de "Il P.C." n'a guère contribué à la défense et à la diffusion de ce riche patrimoine. Refuser de faire un bilan véritable des défaites subies par peur d'avoir à en tirer des leçons désagréables, n'est pas la meilleure attitude pour une organisation révolutionnaire; en dépit de son apparition sur le terrain international, il apparaît qu'"Il Programma Comunista" persiste dans cette attitude qui le caractérise depuis sa reapparition en 1984: ce faisant, il tourne le dos à un authentique "travail de parti sérieux et articulé".

NOUVELLES DES LUTTES OUVRIERES DANS LE MONDE

ETATS-UNIS

A la fin du mois de juin les 7800 cheminots de la compagnie de chemins de fer CSX Corporation se sont mis en grève.

Côté syndical, le syndicat qui re-Armtrak (transport des passagers) et Conrail avait reporté son mot d'ordre de grève pour "permettre la poursuite des négociations". C'est donc seuls que les travailleurs de la CSX sont entrés en grève et ont établi leurs piquets. La grève a fortement perturbé le trafic de voyageurs dans la région très urbanisée qui va de New-York à Washington. D'importantes entreprises, comme la General Motors ont été touchées par les retombées de la grève. Le chef des économistes de la Maison Blanche déclarait que "une grève prolongée pourrait faire retomber les Etats-Unis dans la récession". La tactique patronale a été simple: lockouter les travailleurs pour amener le Congrès à intervenir dans le conflit.

C'est ce qui est arrivé et la grève s'est interrompue au bout de quelques jours sous la démocratique injection du Congrès, dans lequel le parti "ami des travailleurs", le Parti Démocrate, est majoritaire...

ALGERIE

Une vague d'agitation sociale a touché l'Algérie ce printemps. La plus importante grève a été celle des 18.000 travailleurs du complexe sidérurgique d'El Hadjer. Ces mouvements expliquent l'hésitation du gouvernement à se lancer rapidement dans la "libéralisation" de l'écono-

mie qui correspond en fait à une attaque frontale contre la classe ouvrière (licenciements en masse, baisse du niveau de vie, etc.).

IRAN

Le 30 mai de violentes émeutes ont éclaté à Machhad, deuxième ville d'Iran, ainsi qu'à Chiraz et Arak. Le régime a répondu par la répression la plus féroce: peines de prison, flagellations pour les manifestants. 9 "meneurs" ont été pendus selon les déclarations officielles. Le nombre des exécutions serait en fait supérieur selon les organisations humanitaires.

CHINE

En dépit de sa bonne santé affichée et de son expansion économique décrite dans les statistiques gouvernementales, le capitalisme chinois a entrepris une cure de "restructurations" et de "rationalisations" économiques. Les Autorités avouent sans fard vouloir casser le "bol de riz en fer" des travailleurs, autrement dit supprimer les maigres garanties de la classe ouvrière et intensifier son exploitation. Les réformes libérales permettent les licenciements, entraînent la hausse des prix des biens de consommation autrefois gelés, etc. Bien que les informations ne filtrent hors de Chine qu'avec la plus grande difficulté, il semble que le mécontentement ouvrier se manifeste de plus en plus. La presse chinoise a rapporté des "faits divers" dans lesquels des travailleurs licenciés

tuaient ou s'attaquaient aux directeurs. Dans les villes de Xian, Tianjin et Dalian des ouvriers en colère ont provoqué des incidents, avec parfois des destructions de matériel. Après la fermeture d'une usine de montres employant 2.400 travailleurs à Dalian, des affrontements auraient eu lieu et l'armée serait intervenue. Des réunions de hauts dirigeants auraient eu lieu pour faire face au problème de la colère ouvrière (cf "International Herald Tribune", 12/6/92).

AFRIQUE NOIRE

Au Ghana les 32.000 ouvriers du Ghana Cocoa Board ont entamé à la mi-mai un mouvement de grève pour une augmentation de salaire de 50% (la direction ne veut pas aller au delà de 15%).

Des grèves ont eu lieu dans les chemins de fer au Nigéria et en Zambie.

Au Nigeria la grève des cheminots durait déjà depuis 3 semaines à la mi-juin. Les cheminots ont refusé d'obéir à l'injection gouvernementale de reprendre le travail. Ils réclament le paiement d'arriérés de salaire. Par ailleurs le gouvernement a emprisonné diverses personnalités d'opposition sous l'accusation de responsabilité dans les dernières émeutes de Lagos et Benin city.

En Zambie la grève des cheminots a fortement perturbé le trafic de marchandises en provenance de l'Afrique du Sud. Leurs revendications étaient une augmentation de 200% des salaires. La direction n'avait accordé qu'une augmentation de 11%.

INDE

L'an dernier le FMI avait imposé à l'Inde un régime d'austérité comme condition à l'octroi d'un prêt de 5 milliards de dollars; ce régime comprenait une dévaluation de la monnaie, l'ouverture aux capitaux étrangers (devinez pour qui travaille le FMI?), la déréglementation de la politique industrielle, des privatisations et en général une réduction des dépenses publiques. Ce plan a commencé à être en mis en place par le gouvernement de Narasimha Rao.

Ce diktat n'a pas été du goût des syndicats, dont le C.I.T.U. (Centre des Syndicats Indiens, d'obédience stalinienne), qui ont lancé en juin une courte grève dans les transports aériens, les banques et les compagnies d'assurance: en tout 15 millions de travailleurs ont suivi la grève.

Les conditions des travailleurs en Inde, surtout lorsque l'Etat et le FMI s'entendent pour accroître le profit réalisé par l'exploitation du travail salarié, méritent mille grèves. Mais, sur la base du peu d'informations que nous possédons, cette grève apparaît d'abord comme partie intégrante de la politique du réformisme, dans le cadre des querelles entre fractions parlementaires.

Le réformisme s'efforce toujours d'utiliser la classe ouvrière aux fins de remodelage de l'Etat bourgeois (et pour se tailler des bonnes places dans cet Etat). En l'occurrence, l'épouvantail FMI est utilisé pour canaliser le besoin de lutte des prolétaires dans l'impasse d'une politique alternative "nationale", donc toujours intégralement bourgeoise.

Algérie: après l'assassinat de Boudiaf

Qui a tué Boudiaf? Voilà la grande question qui est au centre des cogitations des journalistes et des discussions de café du commerce au moment où nous écrivons. Pourtant cette question est bien secondaire par rapport aux problèmes que connaissent les prolétaires et les masses exploitées d'Algérie et qui ne changeront pas par la disparition d'un Président.

Après le coup d'Etat du début de l'année qui a vu l'annulation des élections et le départ de Chadli, le pouvoir a cru habile d'aller chercher Boudiaf au Maroc. Son passé d'opposant de longue date et son exil en faisaient un homme neuf, insoupçonnable de corruption ou d'affairisme, chose à peu près inconnue parmi le personnel politique du capitalisme algérien. Le discrédit des politiciens auprès des masses, reflet de l'usure du régime politique du FLN, imposait le recours à une figure nouvelle. A défaut d'un changement véritable, le pouvoir essayait de renouveler son image par Boudiaf interposé. 6 mois d'immobilisme politique ont montré les limites qui ne tenaient pas à l'individu, mais à la situation politique algérienne. Pour donner quelque vraisemblance à l'image d'homme indépendant qu'il entendait donner par ses discours, Boudiaf aurait

dû trouver une assise politique propre en dehors du cercle des chefs militaires et des vieux caciques du FLN. Et c'est ce qu'il cherchait à faire dans les derniers temps avec ce projet brumeux de Rassemblement National ouvert à tout le spectre politique bourgeois à part le FLN et les islamistes. Plus qu'à l'ambition d'un homme, ce projet répondait aussi aux besoins pour le pouvoir bourgeois de disposer d'un pilier politique sûr pour servir d'alternative de rechange au FLN usé jusqu'à la corde et de contre-poids aux islamistes.

Mais il n'est pas plus facile de créer ab nihilo un parti politique que de faire passer une marionnette pour un Bonaparte. Après des déclarations fracassantes contre la corruption, Boudiaf avait été obligé de revenir sur ses promesses de laisser la justice poursuivre les corrompus, pour ne pas gêner ses parrains. En dépit de ses discours nationalistes, il avait été contraint de s'incliner devant les exigences de l'impérialisme. Et, plus important, il était dans l'incapacité d'apporter la moindre amélioration aux conditions économiques et sociales que connaissent les masses algériennes. Au contraire, la nécessité politique de recréer une certaine légitimité populaire autour

du pouvoir était - et est toujours - en contradiction avec la nécessité économique d'accroître encore l'exploitation de la population laborieuse, d'extorquer aux travailleurs une part supplémentaire de plus-value pour alimenter le capitalisme algérien.

En un mot, Boudiaf était politiquement pratiquement moribond lorsqu'il a été assassiné. Son remplacement par une potiche non déguisée signifie que les chefs de l'armée, véritables détenteurs du pouvoir, ne veulent pas apparaître au premier rang, mais qu'ils ont aussi abandonné pour l'instant l'espoir de se constituer une assise parmi la population. A ce stade ils n'envisagent donc pas de réouvrir à brève échéance un nouvel intermède démocratique. La logique voudrait qu'ils en viennent à l'attaque brutale contre les masses exploitées, requise de façon pressante tant par le FMI que par le capitalisme local lui-même. Mais la peur de la réaction de ces masses les fait hésiter; toutes les soupapes de sécurité sont fermées et une explosion sociale pourrait avoir une puissance redoutable. Il n'y a plus de Madani et de FIS pour servir de garde-fou à l'émeute.

La question politique reste donc entière et irrésolue pour la bourgeoisie.

Non pas : qui a tué Boudiaf, mais comment protéger le mieux le capitalisme algérien?

Et pour le prolétariat jeté en grand nombre à la rue, la question reste entière: comment améliorer son sort, en finir avec la misère, l'oppression et l'exploitation? Cependant la réponse est là, plus facile à trouver, car elle est donnée par le marxisme: non pas en assassinant, ou pire en faisant confiance à un président, mais en liquidant socialement la bourgeoisie, en renversant son Etat, en détruisant le capitalisme; non pas en s'acquinant avec la réaction islamique ni avec les démocrates bourgeois, mais en développant sa force de classe autour de son parti international reconstitué, qui pourra le mener à la lutte frontale contre le pouvoir de la classe bourgeoise.

Le 3 juillet 1992

A propos de Los Angeles

Après les émeutes de Los Angeles, les démocrates pratiquant l'"anti-américanisme" cocardier et déguisant leur chauvinisme derrière une sorte de façade anti-impérialiste, ont sauté sur l'occasion pour montrer à grands renforts d'images et de statistiques combien les Etats-Unis étaient un pays de sauvages pratiquant la loi de la jungle, où l'individu est livré à lui-même dans un monde hostile pour les faibles, sans aucune aide sociale, et où la dégradation des services sociaux de l'Etat plonge les "petites gens" dans la détresse matérielle la plus profonde.

C'est vrai, et nous l'avons montré dans ces colonnes, que les conditions de vie des prolétaires aux E.U. se sont largement dégradées ces quinze ou vingt dernières années. Mais les prolétaires d'ici doivent se méfier de ceux qui montrent les plaies américaines pour mieux cacher les leurs. Les médias, de l'écrit, de la radio et de la télévision, sont passés maîtres dans l'art de mystifier et leurrer les prolétaires. Leur promptitude à montrer les images de Los Angeles à feu et à sang, est aussi un appel pressant à l'Etat pour qu'il prenne ici des mesures préventives, sociales et policières, pour étouffer dans l'oeuf toute révolte de cette nature. Ils font aussi comprendre aux prolétaires qu'en France, et en Europe en général, les conditions sociales seraient plus favorables et qu'ils n'ont donc pas lieu de trop se plaindre.

Mais lorsque les ouvriers américains font de puissantes grèves (dans les mines, chez les cheminots, chez Caterpillar par exemple), nos journalistes et "grands reporters" démocrates sont beaucoup plus avares d'information et d'images; ils se montrent beaucoup moins pressés de traverser l'Atlantique!

Il y a au moins 500 000 sans logis en France, de 3 à 10 millions de "pauvres", selon la définition que les sociologues donnent à la notion de pauvreté, et il y a plus de 50 millions de pauvres dans la CEE. L'Oncle Sam n'a pas totalement tort de dire aux journalistes européens trop chauvins d'aller voir plutôt se qui se passe chez eux!

TROUPES FRANCAISES HORS DU RWANDA !

Dans le numéro précédent du "prolétaire", nous avons dénoncé le rôle de "gendarme de l'Afrique" que l'impérialisme français s'empresse de remplir sur une partie du continent. Il n'a pas fallu attendre longtemps pour en avoir une nouvelle démonstration. Le 10 juin on apprenait que quelques jours auparavant 150 soldats français avaient été envoyés d'urgence au Rwanda - pays de 7 millions d'habitants en Afrique orientale - en renfort de ceux qui s'y trouvent déjà en nombre équivalent (paraît-il) depuis octobre 1990. La justification officielle est classique : "prévenir toute menace contre la communauté étrangère" ("Le Monde", 12/6/92). Mais en réalité il s'agissait de contrer l'offensive des rebelles qui venaient de s'emparer de Byumba une ville à 70 km de la capitale. "Libération" (du 11/6/92) laisse entendre qu'il se pourrait bien que ce soient les soldats français qui aient repris Byumba au bout de quelques jours.

Déjà les soldats de la Légion auraient participé de façon décisive aux combats contre les rebelles en 1990, alors que selon le gouvernement les troupes françaises ne jouent jamais, bien entendu, qu'un rôle "humanitaire"! Les légionnaires seraient donc présents au Rwanda depuis presque un an et demi pour "éviter le chaos", "calmer les passions", empêcher l'éclatement des haines

tribales, bref assurer la paix et le calme comme seule peut le faire la France éternelle, pays des Droits de l'Homme et des trois cent fromages.

L'armée rwandaise a été prise en main; c'est un français qui la dirige, une trentaine d'autres l'encadrent tandis que 25 coopérants militaires supervisent l'entretien du matériel et que 15 légionnaires tiennent les points stratégiques de la capitale. Les fabricants d'armement français travaillent à plein régime, au point que Thomson a été contraint de puiser dans le stock des obus de l'armée française pour livrer le Rwanda. Le bilan est éloquent: selon Amnesty International les forces de sécurité rwandaises ont depuis 20 mois massacré plus de 1000 membres de la minorité ethnique dans des attentats et massacres divers. Fin mai, les partisans du pouvoir se livraient dans la capitale à la chasse aux opposants faisant plusieurs morts et blessés. Début juin, une garnison de l'armée dans le nord du Rwanda se mutinait pour protester contre des rumeurs de paix avec les rebelles et massacrait au moins une quarantaine de personnes. Et nous n'avons pas d'estimations sur le nombre des victimes des conflits avec les rebelles.

A bout de souffle, le régime ne survit que par la terreur et l'appui direct de l'impérialisme français. Sans cet appui, il semble assuré que les

rebelles auraient déjà remportés la victoire. Ces derniers en sont les premiers conscients et ils ont accepté de négocier avec le pouvoir sous l'égide de la France. Les impérialistes français cherchent probablement à instaurer un régime de compromis dans le style de "Conférence nationale" qui trouble le moins possible l'ordre social bourgeois dans la région et leurs intérêts en particulier. Il va sans dire que l'intérêt réel des populations est le cadet des soucis de nos "humanitaires" et Kouchner n'a pas jugé utile de venir faire son numéro habituel...

Les médias ont une longue habitude de passer sous silence les crimes commis par l'Etat et le capitalisme français dans ses "chasses gardées" ou de les banaliser au maximum quand le silence n'est plus possible. Les révolutionnaires et les prolétaires conscients doivent au contraire ne jamais cesser de les stigmatiser, de dénoncer toutes les justifications ou les mensonges qui les accompagnent et d'éduquer les prolétaires dans l'esprit de la solidarité avec les masses exploitées et opprimées pour pouvoir demain les empêcher, dans la meilleure tradition du défaitisme révolutionnaire.

- Troupes françaises hors du Rwanda !
- Impérialisme français hors d'Afrique !